

1960: L'A.L.N. LUTTE POUR SA SURVIE



97. Harkis en opération. - 98. Parachutistes en opération. - 99. La station estivale de Ténès. - 100. La pacification en Kabylie. - 101. Bou Saada : le chott du Hodna. - 102. Alger : grande poste et square La Ferrière. - 103. Réunion de pieds-noirs. - 104. Ghardaïa. - 105. Scène de rue à Blida. - 106. Laghouat : troupeau. - 107. Sur le port d'Arzew. - 108. Les galets de Djidjelli.

Couverture : Photo Darchy

VERS UNE RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE ?



Jean FONTUGNE

La grande lassitude de la métropole apparaît clairement au lendemain de l'allocution télévisée du 4 novembre 1960. De Gaulle prononce en effet deux mots : « République algérienne », qui durcissent, certes, les opposants au régime mais rencontrent l'approbation des autorités religieuses (catholiques, réformées et juives), des syndicats et des partis.

La situation sociale, qui demeure calme, incite alors le président de la République à brûler les étapes et à se consacrer au règlement de l'affaire algérienne.

Si le chef de l'État n'intervient pas dans le « procès des barricades », qui s'ouvre le 3 novembre et durera plusieurs mois, il prendra de nouvelles initiatives. Aux mutations d'officiers hostiles à l'Algérie algérienne s'ajoute, après la révocation de fonctionnaires qui désapprouvent sa politique, la relève du délégué général, précédée de la nomination d'un ministre d'État chargé des affaires algériennes.

Dans le même temps, un prochain référendum est annoncé, qui décidera de l'organisation des pouvoirs publics en Algérie et du principe de l'autodétermination.

Le résultat de cette nouvelle consultation populaire laisse peu d'espoir aux partisans de l'Algérie française. Certes, à Paris, à Alger, à Madrid, les contacts se multiplient. Les prises de position violentes de quelques personnalités politiques de premier plan ne manquent pas et les appels à la désobéissance se font plus nombreux. Mais en métropole, la masse ne suit pas et si, en Algérie, le F.A.F. obtient l'adhésion des Européens, les musulmans se réfugient dans un attentisme prudent.

Ainsi, devant le manque d'unité de l'opposition en métropole, le président de la République arrive sans difficulté majeure à approcher les objectifs politiques qu'il s'est fixés. L'hostilité manifestée par le G.P.R.A. à ses propositions, la progression rapide, au cours du mois de novembre, des attentats terroristes, n'ont aucune influence sur les projets du général de Gaulle.

La hâte que met le chef de l'État à trouver un règlement à l'affaire algérienne s'explique peut-être en partie par l'élection de John Kennedy. Le nouveau président des États-Unis n'avait-il pas manifesté sa sympathie pour le F.L.N. ?...

J. F.

Sommaire n° 87 - Historia magazine n° 321



E.C.P.A.

L'A.L.N. LUTTE POUR SA SURVIE

Ci-contre : **à la frontière algéro-marocaine, des troupes françaises patrouillent. Dotés de nouveaux perfectionnements propres à dérouter l'adversaire, doublés de barrages « avant » ou « arrière », les obstacles frontaliers permettent d'intercepter les rares éléments ennemis qui osent encore s'y aventurer.** ***Ci-dessous :*** **l'Algérie vue du Maroc.**

J.-C. Péret

LE problème principal que doit affronter l'état-major général de l'A.L.N., à l'automne de 1960, est celui de l'étanchéité (à 90 %) des lignes électrifiées édifiées par l'armée française à la frontière ouest et surtout à la frontière est de l'Algérie, et de la puissance de feu considérable des nombreuses unités françaises qui ont pris position tout le long de ces barrages et qui poussent même des pointes, de temps à autre, dans le *no man's land* frontalier.

Les harcèlements des « troupes françaises des barrages » par de petits commandos de l'A.L.N. ont encore été, au printemps, relativement nombreux et importants (bataille du djebel M'Zi, à l'ouest, les 5 et 6 mai 1960, et série d'accrochages, à l'est, du 25 au 31 mai), mais ils ont causé des pertes si lourdes dans les rangs des *djounoud* qu'à partir de l'été, l'E.M.G. espace les assauts et réduit les effectifs engagés. L'attaque, avec appui d'artillerie, les 8 et 9 août, des postes français échelonnés dans les secteurs de Perret, Hadj et Port-Say a été la dernière opération d'une certaine ampleur. A partir de cette date, on voit se développer un double mouvement qui ne cessera pas de s'amplifier jusqu'à la fin de la guerre : d'une part, renforcement de l' « A.L.N. des frontières » (10 000 hommes en Tunisie, 6 000 hommes au Maroc en octobre 1960), qui peut recruter abondamment dans les camps de réfugiés algériens et au sein de l'émigration algérienne en Europe et se doter d'un armement moderne grâce au budget que lui fournit le G.P.R.A., et, d'autre part, « contraction » de l' « A.L.N. de l'intérieur » qui, du fait de l'obstacle des barrages, voit ▶

le "brelan d'as" de l'armée de libération

se tarir presque complètement ses sources de ravitaillement et d'équipement et qui s'organise de manière de plus en plus autonome, avec ses propres moyens, dans les différentes wilayas.

Contrairement à ce qu'assurent souvent les communiqués du haut commandement français, à Alger, les contacts ne sont pas rompus entre les chefs de wilaya combattant sur le terrain et les autres colonels qui les représentent à Tunis, car, individuellement, les agents de liaison parviennent à franchir les barrages, mais les dialogues qui s'instaurent ainsi sont surtout des échanges d'informations et n'ont pas un caractère hiérarchique : aux « chefs de l'intérieur », peu disposés à plier devant ceux qui n'ont plus les armes à la main» les « colonels de l'extérieur » donnent tout au plus des directives, des conseils, mais non des ordres.

Tahar Zbiri, par exemple, l'ancien mineur des mines de fer de l'Ouenza, le baroudeur énergique, têtu, peu subtil, qui commande, sur le terrain, l'A.L.N. de l'Aurès et des Nemencha, ne se préoccupe guère de ce que peut penser et dire le colonel Hadj Lakhdar, porte-parole de la wilaya 1 à Tunis.

Zbiri est un homme résolu, mais prudent. Contrairement aux vœux exprimés par le G.P.R.A., il refuse de « réduire la dissidence » de certains groupes armés autonomes des Nemencha et il ne recherche pas délibérément le combat avec les unités françaises. Celles-ci se montrent d'ailleurs moins offensives depuis que le général de Crèvecœur, qui tenait à mériter son surnom de « Lion de l'Aurès », a laissé son commandement (en avril 1960) à des successeurs moins bouillants, et que le commandement d'Alger, abandonnant le plan qui avait été d'abord élaboré, a renoncé (en juin 1960) à engager les « réserves générales » dans ces montagnes déshéritées. Dans ces conditions, les affrontements directs entre les forces en présence ne sont pas fréquents, mais lorsqu'ils ont lieu, ils sont violents.

On peut faire la même remarque à propos des katibas de la wilaya 2 (Nord constantinois). Elles ont été fort éprouvées par les offensives adverses menées dans le cadre de l'opération « Pierres-Précieuses », mais elles ont conservé un certain mordant et elles le montrent en prenant parfois l'initiative du combat. Un groupe réussit, par exemple, le 12 septembre, à monter, près de Philippeville, une embuscade dans laquelle sont tués, au retour d'une patrouille, 4 militaires du 17e R.I.Ma.

Si Mohamed est-il le troisième homme ?

En dépit de quelques succès de ce genre, le chef de la wilaya 2, qui sait bien que le rapport des forces ne lui est pas favorable, conserve la tête froide et se garde bien de faire courir à ses hommes des risques excessifs en engageant des unités importantes, même dans les anciennes « forêts-refuges » de la presqu'île de Collo (où, pour la première fois, la récolte de liège, relativement peu gênée par les opérations militaires, atteint un niveau assez proche de ce qu'il était avant l'insurrection du 1er novembre 1954). Il faut dire que le chef de la « 2 », Salah Boubnider, que l'on surnomme curieusement «Çaout El-Arab» («la Voix des Arabes») depuis qu'il s'est référé, dans un de ses messages, à cette célèbre émission de la radio du Caire, a pris les armes dès le 1er novembre 1954 (dans le secteur du Kroubs, près de Constantine). En six ans de « baroud », il a acquis une sérieuse expérience du terrain... et de l'adversaire – qui lui est fort utile maintenant qu'après avoir gravi tous les échelons du commandement il occupe, dans son P.C. du douar Beni-Sfer, le poste le plus haut.


Breyer

Ce grand gaillard brun resté toujours très proche de son terroir d'Oued-Zenati n'est pas ce qu'on appelle « une brillante personnalité », mais il a des qualités solides : courage, endurance, modestie, réalisme. Compréhensif pour les problèmes humains des combattants, il est estimé par la « base » de l'A.L.N., et il n'a pas, lui, à la différence de certains autres colonels, des problèmes avec « le sommet » du F.L.N. La direction de la wilaya 2 s'est toujours en effet fait respecter car elle a toujours conservé son unité. En cette fin d'année 1960, Salah Boubnider sait qu'il peut obtenir le maximum de ce


Coll. particulière

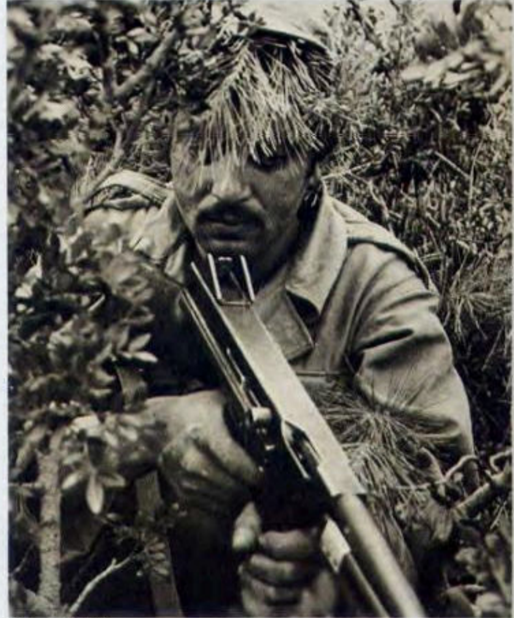
Un agent de liaison, ▶ parfois, réussit à franchir le barrage et apporte aux katibas des nouvelles de ceux de l'extérieur, voire des directives. Des ordres ne seraient pas acceptés par les chefs de l'intérieur, qui reprochent violemment aux « révolutionnaires de palace » de Tunis leur confort et leur égoïsme. L'A.L.N. a mauvais moral. Elle en a assez de se battre et veut le cessez-le-feu.



Scènes de la vie au maquis. Très durement éprouvés par les diverses offensives menées par le général Challe, les *djounoud*, en 1960, ne combattent plus que par petits groupes et ils cherchent plus à éviter l'affrontement, généralement, qu'à le provoquer. Toutefois, dans la région de Corneille, de violents combats ont lieu les 30 et 31 août et, dans la région de Khenchela, en septembre et en octobre. Les katibas, malgré une diminution très importante en hommes et en armement, conservent encore un certain mordant. Mais les Français disposent de trop de moyens pour les combattants du maquis.



Y.-G. Berges



Coll. particulière

qu'il peut demander à ses prédécesseurs qui ont gagné Tunis : le jovial Ali Kafi, ou, à un échelon supérieur, le ministre de l'Intérieur du G.P.R.A., Lakhdar Ben Tobbal dont un des frères, Saïd, combat toujours à ses côtés. Il sait aussi qu'il est assisté par des adjoints fidèles et compétents, comme Si Tahar Bouderbala, comme le capitaine Si Larbi er-Rouibah, qui commandent la zone 1, la mieux organisée.

Mohand Ou el-Hadj, commandant la wilaya 3 (Kabylie), est de la même trempe que Salah Boubnider.

Il évite les sottes rivalités de prestige ou les vaines querelles « territoriales » avec les chefs de l'A.L.N. des régions voisines (il renonce, par exemple, à la prétention — qu'avaient maintenue tous ses prédécesseurs — d'exercer un certain contrôle sur l'organisation F.L.N. de la ville d'Alger). Prudent en stratégie comme en politique, il limite les actions contre les unités françaises à de brefs harcèlements et à de petites embuscades.

« Avec Salah Boubnider et Mohand Ou el-Hadj, le destin des wilayas 2 et 3 est dans de bonnes mains », dit volontiers, à Tunis, M'hamed Yazid, et comme le ministre de l'Information du G.P.R.A. ne déteste pas employer le vocabulaire du poker, il ajoute à l'occasion : « Avec ces deux-là, nous avons, dans notre jeu, une paire d'as. »

Commandant de la wilaya 4 (Algérois), le colonel Si Mohamed (de son vrai nom Djillali Bounaama) est-il le « troisième homme » assez remarquable pour que l'on puisse parler, grâce à lui, non plus seulement d'une paire, mais d'un « brelan d'as » de l' « A.L.N. de l'intérieur »?

Rencontre avec de Gaulle

Ceux qui l'affirment, à Tunis, font valoir que Si Mohamed a, comme Çaout El-Arab et Mohand Ou el-Hadj, une grande expérience de combattant. Il a fait ses premières armes, en 1956, dans l'Orléansvillois, dont il est originaire, et deux ans plus tard, il commandait déjà la région de l'Ouarsenis. Lorsqu'il est coopté, en décembre 1959, comme membre du Conseil national de la révolution algérienne, il est devenu l'adjoint militaire du chef de la « 4 », Zamoun Ben Rabah (Si Salah). Ses amis assurent aussi qu'en dépit de sa rude apparence, le baroudeur au visage dur et à la parole tranchante a le cœur plus tendre qu'on ne le croit. S'il se montre intraitable pour faire respecter la discipline, il sait aussi selon eux, se dévouer et même se sacrifier pour ses hommes.

Si ce plaidoyer, cependant, ne convainc pas tout le monde, c'est que toutes les équivoques de l' « affaire Si Salah » font peser une ombre assez lourde sur le personnage de Si Mohamed.

A la fin de 1960, les principaux épisodes de cette extraordinaire aventure sont connus dans les hautes sphères du F.L.N., à l'extérieur et à l'intérieur de l'Algérie : avec le colonel Si Salah et des responsables politico-militaires tels que Si Halim (zone 1), Si Abdellatif (zone 2), Si Hassan (zone 3) et Si Lakhdar (zone 4), Si Mohamed a pris la décision, en janvier 1960, de rechercher le contact avec les autorités françaises pour une « paix des braves »; il a participé, en juin 1960, à la rencontre secrète à l'Élysée avec de Gaulle.

Tout cela pose bien des problèmes au G.P.R.A., qui a décidé de dépêcher un envoyé spécial, le colonel Ben Chérif, ancien haut responsable de l'A.L.N. de l'Algérois, enquêter en wilaya 4.

Ce dernier, qui, dès le mois de mars 1960, suivait tout particulièrement cette affaire, n'aura pas le temps d'accomplir sa mission. Il réussit à gagner clandestinement Alger, *via* Paris, par avion, avec de fausses pièces d'identité, mais il est arrêté près d'Aumale, en octobre, et transféré à la prison de Rennes. Et Si Mohamed peut exercer désormais son pouvoir sans le contrôle de Tunis.

Si la situation se stabilise ainsi dans l'Algérois, il n'en est pas de même en Oranie. A l'ouest, il y a du nouveau, à la fin comme au début de l'année 1960.

Le F.L.N. a d'abord marqué un point, en mars, lorsque Boussouf, et ▶



La wilaya 4, qui s'étend de Palestro à Ténès *(photo)* est vaste et les unités de l'A.L.N. se retrancheront dans l'Atlas blidéen et l'Ouarsenis jusqu'à la fin de la guerre.

après vingt-quatre heures de durs combats, le colonel Lotfi est tué

surtout Ben Tobbal ont obtenu, à Berkane, avec l'aide des autorités marocaines, la reddition du « rebelle » Zoubir, ce capitaine dissident de l'A.L.N. qui avait causé au G.P.R.A. de grands soucis militaires et politiques, mais il a reçu un coup très dur lorsque, quelques jours plus tard, le 29 mars, après vingt-quatre heures de violents combats, le prestigieux colonel Lotfi, commandant la wilaya 5, son adjoint, le commandant Embarek, et leur escorte étaient encerclés et tués dans le djebel Béchar par les troupes françaises, alors que, venus du Maroc, ils tentaient de gagner leur P.C. à l'intérieur de l'Algérie. L'homme qui prend alors, de fait, la direction de la wilaya 5 n'a pas le panache du colonel Lotfi, mais se révèle bon stratège.

Proche du colonel Boumediene, le commandant Abdelghani est un vétéran de l'Organisation spéciale du M.T.L.D. (O.S.) qui a acquis, très tôt, une bonne formation militaire. Il a gagné clandestinement, depuis Paris, les maquis de la wilaya 5, en 1955, et lorsqu'il est devenu commandant de zone, il a établi son P.C. à Figuig, aux confins algéro-marocains.

Le vieux Messali

Très vite, il préconise une tactique nouvelle : restreindre les opérations dans le nord de l'Oranie, où le F.L.N. doit surtout s'attacher à « contrer » politiquement le général Gambiez, qui a entrepris une action relativement habile pour rallier certains éléments de la population algérienne, et de faire porter l'effort militaire surtout vers le sud, où les possibilités de manœuvre sont plus grandes. Cette tentative d'adaptation aux conditions de combat qui lui sont imposées est assez judicieuse, mais l'A.L.N., même si elle peut faire passer en Algérie, par le Sahara marocain, un certain nombre de combattants, manque de moyens pour développer, comme le souhaiterait l'état major général, une « guerre du Sud », d'autant que la wilaya 6, la « wilaya des hauts plateaux » n'a pas surmonté les crises qui la déchirent depuis plusieurs mois déjà.

Ces crises ont principalement pour cause l'infiltration périodique, dans certaines branches de l'organisation F.L.N., d'éléments encore plus ou moins influencés par le vieux leader Messali Hadj, ce que ne tolèrent pas les éléments les plus intransigeants et ce qui provoque parfois des règlements de comptes sanglants entre des responsables de l'A.L.N. : liquidation, en août 1959, de Taïeb El-Djoghali par Ali Ben Messaoud, plus sensible aux influences « messalistes », puis, en dé-


F. Gragnon/Paris-Match

Un petit groupe de *djounoud* s'est installé sur un piton.

cembre 1959, liquidation d'Ali Ben Messaoud par Si Salah, qui venge Djoghali. Du coup, les colonels des wilayas voisines considèrent que depuis la mort de Si Haouès, tué fin mars 1959, par les forces françaises, en même temps qu'Amirouche, la wilaya 6 n'est plus véritablement commandée, et la question du partage de ses différentes zones entre les wilayas 1, 4 et 5 est sérieusement posée. Ces incertitudes affectent le moral des *djounoud* et il est difficile à l'A.L.N. d' « allumer au sud de nouveaux foyers de guérilla », comme le voudrait l'E.M.G.

Quel est, fin 1960, le bilan de la situation de l'A.L.N., non plus au niveau de chaque wilaya, mais dans l'ensemble de l'Algérie? A la veille de ses initiatives politiques de novembre, de Gaulle pose cette question à son représentant en Algérie, Paul Delouvrier, et, de manière plus précise, au commandement militaire. Celui-ci lui répond par un rapport optimiste.

Selon les chiffres qu'il avance, l'« A.L.N. de l'intérieur », qui possédait, en mai 1958, 17000 armes de guerre individuelles (fusils, mitraillettes) et 870 armes collectives (mitrailleuses, fusils mitrailleurs, mortiers et bazookas), ne possède plus que 8300 armes individuelles et 470 armes collectives. Les katibas fortes de plus de 60 hommes ne sont plus qu'une cinquantaine, et ce sont de petits groupes en armes qui constituent l'essentiel des 20000 hommes qui se battent encore dans les djebels. A Tunis, les ministres du G.P.R.A. reconnaissent – en privé – que l'« A.L.N. de l'intérieur » s'affaiblit progressivement, mais ils ajoutent que ce n'est pas au rythme rapide dont font état le gouvernement français et ses généraux d'Alger. Ils font remarquer, d'autre part, que « ce qui est perdu sur le plan militaire est regagné sur le plan politique puisque, souvent, des soldats ou des officiers dont la vie devient intenable dans les maquis de la montagne regagnent clandestinement les villes pour renforcer les O.P.A., les « organisations politico-administratives » du F.L.N. urbain. »

Une grenade dans un bar

Fin 1959, les responsables F.L.N. disaient aux journalistes : « Dans presque toutes les villes d'Algérie de quelque importance, il y a trois O.P.A. : une en prison, l'autre en action et la troisième en réserve. » Fin 1960, la plupart des O.P.A. du « cadre de réserve » entrent en activité. Certaines se font décapiter par les services de sécurité français. C'est le cas, par exemple, à Oran, où la « zone autonome F.L.N. » a été démantelée en avril; à Mascara, après une opération dans le faubourg Faidherbe; à Sétif, après une opération dans la cité Lamy, mais, un peu partout et d'abord à Alger, le travail politique du F.L.N. devient de plus en plus considérable.

Sur le plan « opérationnel », les *fidayin* attaquent surtout les lieux publics fréquentés par les militaires français (grenade dans un bar de Biskra le 5 août : 5 blessés; grenades dans 4 bars d'Oran, le 23 août : 21 blessés; grenade à la terrasse du « Bar Populaire », le 30 août à Orléansville : un militaire tué; grenade sur un boulodrome de Bône, le 13 septembre : 9 blessés; attaque à la même date, d'un café d'Affreville : 5 morts; grenade au « Bar des Amis », avenue Kléber à Sidi-Bel-Abbès : 4 blessés; grenade sur la plage de Zéralda, près d'Alger : 15 blessés). Cependant, les « commandos de choc » cherchent surtout à exécuter les grands ou petits dignitaires algériens qui se sont ralliés ou qui semblent en passe de se rallier à la « politique d'association » de De Gaulle, car l'objectif principal du F.L.N. est alors d'empêcher la naissance d'une « troisième force musulmane » qui pourrait exprimer, mais en dehors de lui, un « nationalisme modéré ». C'est ainsi que sont exécutés, par exemple, le conseiller général et premier adjoint au maire de Philippeville, Rachid Boussa, son oncle, Mohamed Boudjema, premier adjoint au maire de Robertville, le vice-président du « Comité d'entente des anciens combattants » d'Oran, Bouala, ancien inspecteur des Renseignements généraux, et d'autres notables encore.

C'est, en définitive, l'aspect politique de la lutte qui est de plus en plus privilégié. Mohand Ou el-Hadj l'explique fort bien dans une directive qui sera transmise à l'ensemble des responsables de sa wilaya : « Quel est le rôle de notre A.L.N.? Elle ne peut pas espérer vaincre militairement l'ennemi, mais elle peut accélérer l'évolution qui amènera cet ennemi à un compromis politique favorable à notre cause et à nos intérêts. Pour cela elle doit gagner la bataille de la survie. Elle doit tenir, tenir longtemps encore de manière à donner au G.P.R.A. et à nos diplomates le temps de faire aboutir notre effort. Elle doit être présente le plus possible sans pourtant trop s'exposer. Elle doit se montrer de manière à faire impression sur l'opinion française et sur l'opinion internationale. » H

Albert Paul LENTIN.

Reporters Associés


◄ L'A.L.N. dans les quelques régions sous son contrôle fait de la propagande, assume l'éducation politique des populations, apprend à lire aux enfants, soigne les malades... tel le docteur Toumi qui, dans sa zone, malgré la pénurie de personnel et de médicaments réussira à organiser un service sanitaire minimum.

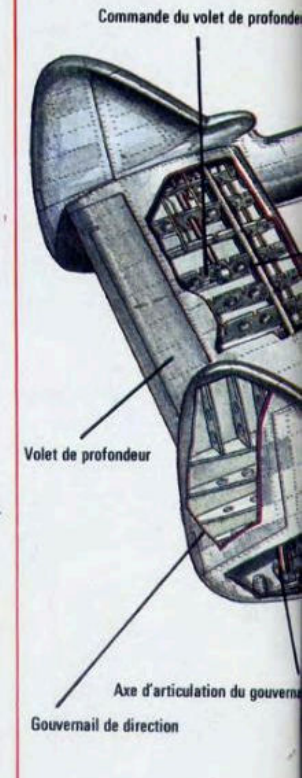
UNE ANNÉE ENTRE CIEL ET TERRE...



Gal Goubard

◀ L'*Alouette* a trouvé la D.Z. et s'est posée : une opération est en cours. Parfois, sur cette même D.Z., des hélicos viennent chercher les blessés qui, alignés comme des sardines, sanglants, fracassés, misérables, hurlants ou prostrés, attendent d'être évacués.

VAMPIRE
MK-5



Vampire MK-5. Premier ▶ chasseur à réaction de l'armée de l'air. Il protégeait les parachutages. Vitesse maximum : 860 km/h. Vitesse ascensionnelle normale : 20,5 m/s. Plafond opérationnel : 12 000 m ; autonomie normale : 1 840 km à 9 150 m et à 555 km/h.

John Batchelor

MARS. Le gros avion nous cherche et tâte du bout de ses ailes les pentes comme une grosse abeille repue. Une lueur clignote sur le bord d'attaque, le vacarme des moteurs s'enfle d'un seul coup et toutes les têtes se lèvent tandis que restent suspendus les marteaux, les pelles, les as de cœur. Pile dans l'axe de notre cour étriquée, le voilà qui éclate de tout son bruit et de tous ses reflets au-dessus de nos calots basculés et de nos bras repliés sur nos fronts.

Dans sa tour, notre sergent radio dit « top » à la seconde précise où l'ombre fauche le sable de la D.Z. – durement aplanie à la pioche, au T.N.T., chaque roche âprement disputée à la butte.

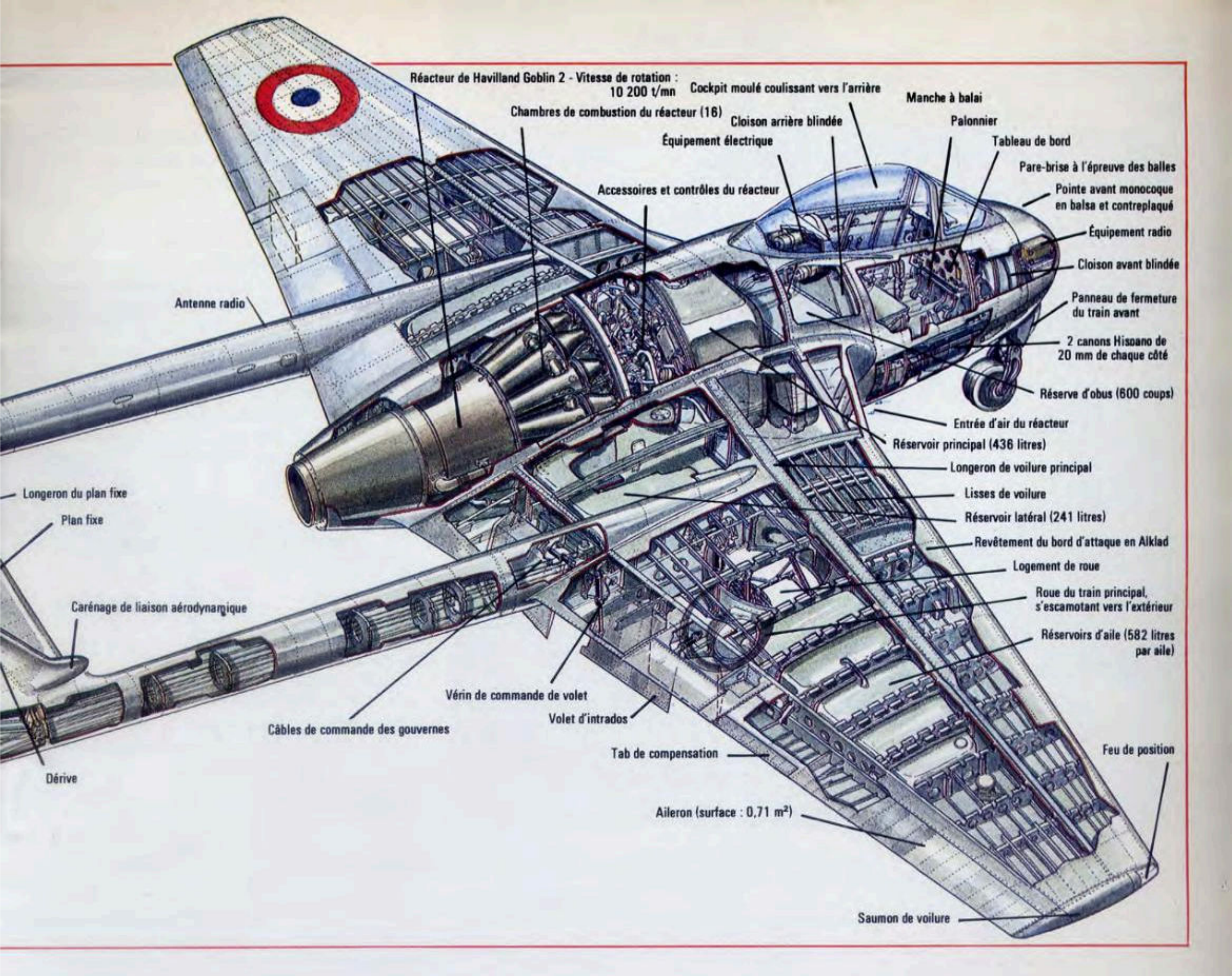
Pas besoin d'ordre. Comme quand ça se met à péter, à venter, à gueuler au douar. Galopade vers le haut de la butte des cuistots en tablier bleu, des harkis hilares, du fourrier barbu, des gradés qui gueulent, sprint de Popaul le chauffeur vers son camion qui va grimper à la D.Z. à flanc de pente. Épouvantées par le démarrage, les poules du cuisinier harki évacuent l'ombre du G.M.C., indignées jusqu'au croupion.

L'avion, après une légère glissade en travers de l'oued, vire au-dessus des artilleurs d'El-Anneb et commence une longue boucle, son étrange silhouette découpée sur le ciel bleu : un gros corps mou, deux queues effilées.

C'est le premier parachutage de l'année. Les tempêtes hivernales t'embarqueraient les colis à Foutredieu-sur-Chélif et makache oualou pour les revoir. L'abondance ! Les pistes sont plus solides sous les pneus des bahuts, on va rebouffer ! Le cochon acheté petit « en bas », nourri de nos eaux-grasses,

Bouteiller





exécuté d'une balle de 11,43, les moutons de l'Aïd dans quelques semaines, les sangliers — un clip de garant au retour des opés, huit balles, bang bang, coup sur coup, qu'on retrouve parfois sous la dent. Et la viande parachutée.

A genoux, Boutillot craque une allumette et allume la mèche d'un fumigène. La grosse boîte noire, après quelques secondes de réflexion chuintantes, vomit, d'une longue goulée, une lourde fumée noire qui s'incline à hauteur d'homme vers le sud-est. On va pouvoir transmettre la dérive au « Nord » qui revient tout droit entre les tourbillons moirés de ses moteurs.

Sur la D.Z. la rumeur s'enfle quand on aperçoit, sur la porte, la silhouette du largueur, devient cri bref à la chute des deux premiers containers. Silence. Le verdict mûrit. Les parachutes se déploient net, s'arrêtent et voilà que dodelinent, capricieuses, ces caisses qu'il faut quatre hommes pour porter.

◄ Un petit poste comme il y en a tant en Algérie, isolé dans les montagnes, où l'on gèle l'hiver, où l'on rôtit l'été, où l'on traîne son ennui et parfois sa peur.

La première plonge dans l'oued Zadra, comme aspirée, l'autre parachute s'avachit sur les barbelés. « Mouais ! » fait la compagnie. Un grand caporal édenté et quatre harkis redescendent aux baraques ; itinéraire : flingots, brèles au douar et dans l'oued fissa. Et ça continue. Un colis pique droit sur la piaule des chauffeurs et enfonce sans bavure le toit de tôle. Popaul saute de son siège et dresse un poing vibrant vers l'avion qui répond en larguant une caisse sans parachute. Panique sur la D.Z. ! Additionnant la pesanteur et la force centrifuge, la caisse s'écrase en plein milieu dans un éclaboussement monstrueux. « Mes tomates ! » pleure le sergent d'ordinaire, qui en oublie de biffer sa commande témoin.

Et voici l'heure du bilan. Une longue écharpe flambe dans le ciel au bout de sa sacoche lestée où le largueur a glissé le récapitulatif. Les harkis ahanent et trébuchent jusqu'au cul du G.M.C: aux quatre coins des caisses de viande rouge — à rôtir — et bleue — à bouillir. On y jette aussi les parachutes orange ou verts qu'on pliera et roulera au milieu de la cour avant de les redescendre au P.C.

Juillet. On va crever ! La chaleur dure et sèche pèse des tonnes sur les nuques et vous cuit jusqu'aux poumons. Le ciel, d'un bleu dense, flambe, insoutenable, et fait baisser les yeux vers la terre blanche, grillée, qui vous renvoie tout le soleil à la figure. La montagne rôtit, silencieuse, figée. Pas un souffle, pas une feuille, pas un oiseau. Une légère brume bleue trouble l'air qui frémit sur les pistes vides, les pentes grises, le piton mort.

C'est la sieste. Les trois guetteurs stoïques mijotent à feu vif sur leur tour, immobiles comme des pierres, peut-être endormis.

Une rangée de harkis s'est abattue à l'ombre courte d'une baraque et ronfle hardiment, terriblement semblable à une rangée de morts. Pieds nus, treillis ouverts, tous parfums dehors, visages naïfs d'enfants sombres. Un transistor, tout seul, grince et miaule là-dessus sa mélopée maure infatigable. Elle semble monter du paysage et rampe, dans le silence, jusqu'aux chambrées européennes...

Demain, on va tuer les trois moutons gris qui bêlent à l'attache, à l'ombre de ►



Coll. particulière

le sergent à lunettes et

◀ D'un Breguet « deux-ponts », les containers ont été largués. Les lourdes caisses se balancent au gré du vent. En bas, on attend avec impatience la viande fraîche...

la cuisine des harkis. A nous l'anisette, le mascara fournis par le sergent pied-noir de la 4e, les brochettes, mon frère, et le méchoui, ma parole !

Je t'en fous !

Deux corniauds de T-6 sont en train de longer l'oued en battant de leurs ailes jaunes. Un fracas d'explosions dégringole en cascades d'écho en écho.

Demain, les pieds bien au chaud dans les rangers serrées, la musette sur le dos gluant, le ceinturon bouclé et l'espingole à l'épaule, il faudra crapahuter en pleine chaleur vers le piton qu'ils ont mitraillé.

Automne. Leur G.M.C. était plein de fûts de 200 litres et précédait un bull tout jaune. Il y avait parmi eux un gros sergent à lunettes, un radio barbu flanqué d'une guitare. Ils portaient leurs armes avec une gaucherie de touristes. C'était le génie.

L'année d'avant, il en était venu des dizaines. Alors, un peloton d'A.M.X. s'était embossé nez au sud et chaque crête était fortement tenue par une compagnie complète – nous, les tirailleurs – pendant qu'ils arrachaient deux longues pistes au djebel – deux coups de sabre définitifs dans la chair de la rébellion. On appelait « camp du génie » le plateau où ils avaient planté leur base avancée.

Cette fois, pendant les quinze jours qu'ils passèrent chez nous à élargir, en prévision des pluies, les corniches taillées l'année précédente, la compagnie changea d'âme. Inexplicablement.

Ils parlaient tous de puissance à puissance avec notre capitaine – déjà bienveillant. Mais eux possédaient la technique et l'emportaient dans les litiges avec une compétence tranquille.

Timide et bourru, le gros blond tressautait à longueur de journée sur son bull rugissant. Il s'appliquait à tailler net et droit, pilotait son engin d'une main sûre, au pas, suivi, à flanc de pente, par un de nos groupes de voltige en protection. Lui, il faisait un métier, son métier.

Leur demi-douzaine se déplaçait, indivise et indissoluble, d'un chantier à l'autre. Pas d'abrutis. Six copains de travail, bien unis, fortement typés.

A nos yeux de biffins, des civils !

Un soir, la compagnie commandée par un aspirant, la popote devint cabaret. Épaule contre épaule, verre en main, dans la lueur des bougies, équivoque ce soir-là, nous écoutâmes leur sergent chanter *le Général à vendre*, puis leur cabot-chef *les Cent Louis d'or*. Ça nous changeait du *Voyage à Messine* et notre sergent-chef muté du R.E.P., qui ne savait pas encore *Je ne regrette rien*, offrit 10 000 balles de bière et entonna du Georges Brassens. Tout le monde se libérant, les galons semblaient fondre avec les préjugés.

Deux rafales plus tard

Le lendemain, un *Pirate* se posa sur notre D.Z. et un commandant en combinaison bleuâtre se pencha avec nous sur la carte du sous-quartier.

Vingt minutes et deux rafales plus tard, le radio captait ce message : « Nous venons de survoler et de mitrailler une petite équipe. Nous avons dû en abattre quelques-uns. »

Lui aussi faisait son métier.

Hiver. La saison calomniée commence par un faux printemps. En novembre, la verdure gonfle au haut des chênes-lièges, foisonne dans les broussailles, s'épanche au versant des montagnes. Les cyprès sont moins noirs sur la terre moins grise. Ça repose la vue mais ça tourmente les anxieux : « Ils vont nous foutre une embuscade ! » Ça arrive, quelquefois. Mais le temps de reprendre haleine dans un air plus doux et voilà que commence un autre genre de sport. Un vent fou s'engouffre dans les oueds, heurte comme un bélier les pentes abruptes et racle notre plate-forme en furieuses saccades. Jour et nuit.

Personne dehors. Si ! Dans la cour une silhouette s'arc-boute comme pour pousser un wagon. Enjambées laborieuses, dos rond, tête basse, dans le claquement de la djellaba plaquée, claquée, gonflée, jetée. Le gars s'acharne, suffoque, la gueule poncée par des pelletées de sable.

Les fils téléphoniques rompent comme

E.C.P.A.



La chambrée : là-dedans, on ▶ ronfle, on sue, on rigole parfois, on s'em..., souvent, on lit des « polars » ou on écrit des lettres d'amour pour passer le temps ; on raconte des histoires salaces pour oublier son ennui ou tromper son angoisse. Ah ! la quille...

J.-C. Archambault

Contact avec l'aviation au cours d'une patrouille dans le djebel. Le temps est clair, le terrain dégagé. Pourtant, une embuscade est toujours possible et les hommes ne doivent jamais relâcher leur attention.

des spaghetti, les cèdres et les pins, malmenés, retroussés, étirés, claquent de toutes leurs branches. Il faut des murs de pierre sèche autour des tentes, les bâches des camions s'enflent comme des brigantines. La manche à air de la D.Z. a été arrachée aux premiers souffles. La tempête gronde au coin des murs et siffle dans les barbelés.

Dans les baraques, on se prend à douter, on regarde l'équipement, pendu à un clou du mur. Et on croit le voir vaciller. Ce soir, les gars de la chambre 7 écrivent sur leurs genoux dans leur lit. Le vacarme rend inutiles et difficiles les conversations. Sous l'averse violente qui se mêle à la bourrasque, la chambre est une cellule isolée de bien-être.

Dix heures. Le gradé du quart ouvre la porte pour appeler Albert, de garde à la tour. Un courant d'air monstrueux souffle les bougies, emplit la chambre, s'y enroule en un tourbillon furieux. « La lourde ! » Trop tard ! Quelque chose craque terriblement au-dessus des têtes et une cuve d'eau froide se déverse sur les échines.

Sur la pointe des pieds dans la boue, en slip sous la pluie, les naufragés gagnent à tâtons la chambrée voisine, celle des chauffeurs et entrouvrent... Clac ! la porte jetée au mur et vroum ! le vent dans la pièce et crac ! le toit de tôle qui cède et splash ! la bassinée...

Les premiers s'habituaient déjà, les seconds, fraîchement éveillés, apprécient mal et gueulent, ce qui s'entend assez peu, il est vrai.

Le lendemain, la compagnie a pris sa physionomie d'hiver. Des paquets d'ouate grise bouchent les oueds, montent vers nous comme une marée, déferlent par-dessus les crêtes et noient en une seconde le poste aveugle. On est dans le nuage, une humidité pointue et froide, une cécité totale. Tous les bruits, mats et brefs, s'arrêtent en trois pas. La pluie ne tombe pas. On l'habite. Elle nous imprègne, détrempe la cour, envahit les chambrées, amollit les pistes grasses.

Une armée de chiffonniers. On s'enroule le cou dans le chèche qui flotte, on enfonce le calot aux oreilles, on remonte les épaules dans la veste matelassée qui tire aux jointures. On serre, avec le ceinturon, la djellaba par-dessus le blouson U.S. molletonné ou le survêtement ou le pull civil. Et on rigole rien qu'à se voir.

Bientôt il faudra réquisitionner toutes les brèles du village et aller ravitailler l'avant-poste par la ligne de crête.

Et puis, un matin, le premier éveillé de chaque piaule s'écriera comme au temps des culottes courtes : « Eh, les gars ! Il a neigé ! » Et les gars regarderont incrédules les barbelés, les tours de guet, les G.M.C. ourlés de blanc et, plus loin, les douars, les mechtas, les pistes muletières, les oueds, les djebels, enneigés à l'infini.

Comme de vulgaires collines bourguignonnes au temps de l'enfance. 

J.-P. BRÉSILLON

UN PRÉFET AU COURAGE TRANQUILLE

L'auteur, sorti de l'École nationale d'administration, est envoyé en Algérie. Volontaire pour servir dans l'Aurès, il est affecté au cabinet de Mahdi Belhaddad, premier préfet musulman d'Algérie. Mario Bénard raconte comment, alors que la situation politique se dégrade en Algérie, ce fonctionnaire parvient à maintenir le calme à Batna.

C'est à Batna même que j'ai assisté au plus bel acte de courage de cet homme qui en accomplissait beaucoup. C'était en décembre 1960, lorsque éclatèrent dans les grandes villes d'Algérie les premières véritables manifestations populaires musulmanes, au cours desquelles des masses exaspérées et plus ou moins encadrées par le F.L.N., tentèrent d'envahir les quartiers européens et, dans la meilleure hypothèse, mirent le feu aux voitures qu'elles trouvaient sur leur chemin et démolirent ce qu'elles pouvaient.

A Batna, comme dans beaucoup de villes d'Algérie, il y avait un quartier spécifiquement musulman, ou arabe, comme on voudra, dans lequel en tout cas aucun Européen n'habitait et où les conditions de vie et surtout d'hygiène étaient plutôt désastreuses. On l'appelait le « quartier nègre ».

Or, un matin, on sut de façon certaine que le « quartier nègre » allait tenter de descendre dans les rues de la ville, sans qu'on sût d'ailleurs très bien si ce serait avec l'accord et la complicité du F.L.N. ou en violation des instructions de ce dernier. Visites, perquisitions, arrestations discrètes, émissaires secrets, rien n'y fit et chaque heure qui passait confirmait au contraire l'imminence de la manifestation et le risque qu'elle fût très grave. Il faut avoir présent à l'esprit que la population musulmane de Batna s'élevait à plus de 50 000 habitants alors que, militaires non compris, les Européens n'étaient pas 5 000 !

La position du général Ducournau fut vite connue : « Une compagnie de parachutistes à chaque extrémité du boulevard qui conduisait au « quartier nègre » et séparait celui-ci de la ville européenne, et on verrait bien si les Arabes arriveraient à passer ! » Bien entendu, lesdits paras seraient flanqués d'automitrailleuses, de chars s'il le fallait, et avec plusieurs fusils mitrailleurs en batterie, de façon à prendre le boulevard en enfilade.

Belhaddad explosa : c'était de la folie que de mettre ainsi les habitants de la ville arabe au défi ; on faisait le jeu des plus excités, on provoquait les moins décidés, etc. Ducournau, pour une fois, ne chercha ni à convaincre ni à séduire : « J'ai la responsabilité du maintien de l'ordre et je dois protéger les Européens ; je le ferai. » Il fut ferme comme un roc.

C'était mal connaître Belhaddad. Celui-ci alla trouver le général et lui déclara tout de go que lui, Belhaddad, irait dans la ville arabe, seul, en uniforme de préfet, tenter de calmer les esprits et que si ceux-ci étaient surexcités du fait des mesures décidées par l'armée, il serait très probablement égorgé. Il serait donc plus sage, avant de passer à l'action, de le laisser tenter sa démarche désespérée.

Comme de bien entendu on transigea : je veux dire par là que Ducournau se contenta de mettre en place les parachutistes, mais fusil à l'épaule, sans déploiement d'armes lourdes, à peine intimidants, et regroupés sur l'extrémité du boulevard la plus éloignée de l'entrée du « quartier nègre », c'est-à-dire à quelque 500 mètres.

Cependant, les plus excités des meneurs s'étaient eux-mêmes installés devant cette entrée et, de là, narguaient les parachutistes. Entre les uns et les autres, sur toute la longueur du boulevard, le désert, pas une âme, rien, le vide, et pour cause... Et c'est cette longue avenue, ce boulevard, que, stupéfaits, nous vîmes le préfet Belhaddad remonter d'un pas tranquille, en direction des énergumènes vociférants.

Ils ne vociférèrent pas longtemps car, véritablement, le spectacle était impressionnant. Un grand silence se fit. Les militaires étaient fous de rage, pâles d'émotion et muets de respect. On vit Belhaddad disparaître dans la ville arabe, les voyous refluer derrière lui, il y eut une courte période d'attente, puis le préfet réapparut et, de loin, nous fit un signe. Nous le rejoignîmes à deux ou trois (il n'était pas question de recréer un risque d'incident) et là, le patron nous expliqua que, comme il l'avait pensé, « ce n'était qu'un malentendu » que quelques mesures suffiraient à dissiper. (Il voulait parler de personnes arrêtées récemment et qu'il conviendrait de libérer, mais il s'agissait surtout de permettre aux musulmans qui avaient voulu participer à l'émeute de sauver la face.)

Quelques instants plus tard, nous étions en plein « quartier nègre », où le jeu habituel fit merveille : discours, palabres, sourires, etc. Et c'est ainsi que de sanglants événements furent évités grâce à la détermination d'un général et au courage d'un préfet.



Belhaddad, seul préfet musulman d'Algérie en 1960, après avoir été le premier et seul sous-préfet.

Cela étant, il serait faux d'imaginer la ville de Batna comme une sorte de cité en état de siège, lugubre et dangereuse. Si Batna avait eu autrefois la réputation d'une ville particulièrement peu réjouissante, au point que les fonctionnaires qui y étaient affectés l'étaient souvent par mesure disciplinaire, avouée ou non, la guerre avait apporté à cette grosse bourgade une animation étonnante et quelque chose qui, ma foi, ressemblait assez à de la gaieté. Cafés, restaurants, boîtes et beuglants, sans parler du reste, pullulaient tout autant que les légionnaires en goguette, les parachutistes au repos et les bidasses plus ou moins désœuvrés. Avec cela, des magasins fort achalandés, des petits marchands à tous les carrefours et Julie la Rousse vociférée par vingt juke-boxes ; plus, est-il besoin de le dire, une gent féminine abondante et le plus souvent fort jolie, notamment dans les cafés... Certes, on ne pouvait s'aventurer loin hors de de l'agglomération, d'ailleurs ceinte de barbelés, avec des postes à toutes les sorties. Et la nuit, « les autres » venaient volontiers faire un carton sur les maisons les plus proches de la périphérie, ce qui était d'ailleurs le cas de la mienne. Mais à la condition de ne pas prendre de risques stupides et en particulier de respecter le couvre-feu, on pouvait couler des jours et des nuits relativement tranquilles. Seules, les grenades qui éclataient parfois au marché ou dans la rue provoquaient des drames atroces : elles furent heureusement rares, car jeter une grenade en pleine ville, c'était prendre le risque extrême d'être attrapé, et les candidats au suicide ne sont jamais nombreux, même dans les troupes révolutionnaires.

Et puis il y avait à la préfecture des distractions obligatoires, si je puis dire : c'était l'accueil des personnalités officielles, isolées ou en délégation, qui venaient visiter le département. En fait, bien souvent, trop souvent, ces visiteurs venaient animés d'un double sentiment que nous avions vite compris : il s'agissait tout à la fois de s'offrir sans risque le grand frisson d'une balade dans l'Aurès (ah ! ces récits héroïques à faire au retour : j'étais dans l'Aurès !) et de voir cette espèce encore non cataloguée, ce phénomène étrange et excitant que pouvait être Belhaddad, un préfet musulman ! Je n'oublierai pas certaines questions saugrenues que des visiteurs me posèrent parfois : « Alors vous êtes le chef de cabinet de M. Belhaddad ; mais dites-moi, est-ce que... ? » Etc. Non, le préfet ne mangeait pas avec ses doigts ; oui, il était très au fait des affaires administratives ; non, il ne trahissait pas au profit du F.L.N. Voilà à peu près les réponses que certains de nos visiteurs de métropole ou d'Algérie auraient aimé qu'on leur donnât. Pour nous venger, nous leur faisions faire des promenades éreintantes et des visites épuisantes tout de suite après de copieux banquets, dont ils ressortaient à demi étouffés pour prendre un avion ou un hélicoptère promis à un vol agité...

Dieu merci, il y avait les visiteurs sérieux : à ceux-là, au contraire, nous nous faisions un devoir d'épargner les fatigues inutiles, tout en leur offrant la possibilité de voir beaucoup et bien. A ceux-là également, nous faisions faire avec soin et plaisir une visite de Timgad, la célèbre et merveilleuse cité romaine dont les restes sont encore saisissants de vie et de beauté.

Le plus auguste de nos visiteurs fut évidemment le général de Gaulle, en décembre 1960 ou en janvier 1961. Il devait arriver en fin de matinée et un déjeuner était prévu précisément à Timgad. Mais c'était dans cette période agitée que j'évoquais tout à l'heure : il fallait donc multiplier les mesures de précaution. Aussi, à 11 heures, nous apprîmes que le général arriverait l'après-midi, non point à l'aérodrome de Batna, mais à celui de Biskra, quelque 60 kilomètres plus au sud, à la lisière du désert. Et c'est à Biskra que le général recevrait les gens qu'il devait voir à Batna ou à Timgad. Enfin, il y coucherait ! Je laisse à penser la corrida que ce changement de programme provoqua et les exploits qu'il fallut accomplir pour faire face aux exigences de la situation ainsi créée. Nous dûmes même demander aux Chemins de fer algériens de nous prêter un train pour héberger, la nuit, toutes les personnes qui devraient être à Biskra à cette occasion ; le plus étrange est que nous l'eûmes...

Le général reçut une quantité incroyable de personnes, pour la plupart des musulmans. J'avais pour mission de les accueillir à l'entrée du vaste salon de la sous-préfecture où avaient lieu ces entretiens, de leur demander le carton sur lequel ils avaient été priés d'inscrire leur nom et de clamer ce nom pour que le préfet, évidemment dans l'incapacité de les reconnaître tous, pût néanmoins faire un semblant de présentation au général. Malheureusement, une bonne partie des invités, braves gens du pays, c'est-à-dire montagnards plutôt frustes, me voyant faire un geste pour prendre le carton, me saisissaient la main et me la serraient frénétiquement, gardant par-devers eux le précieux bristol faute duquel je ne pouvais remplir ma mission ! Ce fut sans doute assez comique ; en tout cas, le général sembla s'accommoder fort bien de ces contretemps et je fus surtout très étonné par la façon dont il donna à chacun son titre exact, sans jamais se tromper, avec un sérieux et une hautaine bonhomie qui firent merveille. Peu après, alors qu'il recevait dans un petit bureau pour des entretiens plus importants et plus confidentiels, une panne d'électricité plongea toute la sous-préfecture dans l'obscurité la plus complète. Ce fut, bien sûr, un beau moment d'affolement. Soudain, on entendit la voix du général qui, sur un ton goguenard inimitable, demandait : « Alors, on a peur? »

On sait que le général de Gaulle avait depuis longtemps remarqué et apprécié les qualités de Mahdi Belhaddad, au point de lui confier parmi les premiers ses inquiétudes et ses sentiments.

J'ignore ce qu'il en fut exactement, car Belhaddad n'en parla jamais devant nous, la discrétion et la loyauté faisant partie de ses qualités fondamentales.

Il me suffit de savoir qu'il fut un homme sincère et courageux, un chef bienveillant et fidèle, un préfet entreprenant et efficace, homme de cœur mais sachant dominer ses passions.

Ce réalisme, associé à un si profond amour de son pays et de son métier, devait nécessairement conduire Belhaddad au succès dans la si difficile mission qui lui avait été confiée. Et le fait est que, grâce à lui, l'autorité civile retrouva dans le département la place qui devait être la sienne, que les rapports avec les autorités militaires furent « normalisés » dans un climat de confiance et de solidarité remarquable, que les incidents ou drames les plus graves furent évités chaque fois qu'ils menaçaient, que les populations eurent le sentiment de n'être plus les victimes oubliées d'une guerre qui les dépassait, que Français de souche et autochtones furent protégés contre les excès de toute nature et de nouveau persuadés que notre présence était une garantie de protection et de justice.

Certes, la guerre n'en continua pas moins, avec les drames et les atrocités qui en sont l'inévitable cortège. Certes, nous avons quand même perdu l'Algérie. Mais avec des hommes comme Belhaddad, la France, dans l'Aurès, n'a pas perdu son âme et elle y compte sûrement aujourd'hui encore d'innombrables amis.

C'est pourquoi je considérerai toujours que ce fut pour moi un honneur et une joie d'avoir travaillé sous les ordres du premier préfet musulman d'Algérie.

Mario BENARD



L'aumônier Durand : en communauté de destin avec ses hommes.



La présence d'un soldat noir à la messe montre l'effort fait par les missions catholiques en Afrique.



Noël : un message de paix et d'amour. Mais la toile camouflée rappelle la guerre...



Parfois, le dimanche, le *padre* est invité à déjeuner par une famille pied-noir.

UN AUMONIER EN ALGÉRIE

En débarquant à Alger, au début de l'année 1957 – je venais d'apprendre que le P. Auque avait été mortellement blessé dans une embuscade près de Bougie –, comme tout arrivant je remarquai les nombreuses patrouilles qui se croisaient. Une certitude s'imposait à l'exprit : la situation était grave.

L'aumônier chef me confirma ma mission : rejoindre le plus rapidement possible la base d'Aïn-Arnat, dans le Constantinois, où le commandant Crespin organisait une base d'hélicoptères dont le rôle allait devenir essentiel. Je serais présent pour les évacuations sanitaires, les opérations héliportées. J'aurais des moyens pour visiter les postes les plus isolés.

Selon le mot du P. Lœw, l'idéal pour le prêtre est de vivre une totale « communauté de destin » avec les hommes que l'Église lui a confiés. Revêtu de l'uniforme militaire, chacun de nous, je crois, a eu à cœur de remplir ce rôle dont la difficulté n'échappait à personne.

Sans vouloir l'enfermer dans un rôle précis de maintien du « moral des troupes », le commandement a toujours considéré que l'aumônier avait une influence bénéfique sur les hommes. Les officiers, même les plus réalistes, n'arrivaient pas toujours à se débarrasser d'une certaine crainte superstitieuse envers sa personne. J'ai connu tel aumônier qui n'était pas accepté parce qu'il « portait la poisse »...

Souvent la collaboration était étroite avec des officiers ne partageant pas ma foi. L'un d'eux me fit découvrir où était ma véritable place dans les opérations. A partir de là je me tins au P.C. logistique qui pouvait au cours du combat m'accorder le moyen le plus approprié pour me trouver aux points chauds si ma présence était nécessaire.

Grâce à l'hélicoptère, l' « aumônier ventilateur » que j'étais se trouvait en peu de temps dans les coups durs, près des blessés ou simplement en visite de postes très isolés. Avec les moyens ordinaires, dans un convoi, l'aumônier pouvait trouver le poste vidé de ses hommes occupés à protéger ce même convoi. Les officiers, les sous-officiers, les appelés avaient toujours beaucoup à dire.

Le dialogue commençait souvent avec la bouteille de bière, la paire de chaussettes que l'aumônier apportait parce que l'intendance n'avait pas prévu que le « crapahut » dans le djebel en augmentait la consommation, pour se terminer sur un ton grave quand il s'agissait des problèmes au sujet de la famille restée en France ou de la fiancée qui s'était lassée d'attendre.

Quand l'aumônier avait la chance de rester une soirée, c'était l'étude souvent approfondie d'un texte d'Évangile remettant les activités en question. Les militants formés par l'Action catholique faisaient du bon travail.

En semaine, je les trouvais parfois en tenue n° 1... c'était leur dimanche... Je m'arrangeais pour leur apporter leur

▶ UN AUMÔNIER...

un prêtre accusé de défendre la torture



Messe de la Saint-Christophe, patron du « train ». En ▶ raison du caractère subversif du conflit, le rôle des aumôniers militaires sera particulièrement difficile.

Lemaire

courrier; le leur était prêt pour mon départ. J'aurais voulu être sûr des conseils que je leur donnais et qui maintenaient le moral aussi bien des militaires que des habitants. Cette famille arabe qui me recevait avec tant de cordialité dans son gourbi; ce colon pied-noir qui n'était pas l'affreux colonialiste robot qu'on m'avait décrit — il n'avait même pas l'électricité... Ce dernier eut peut-être tort de m'écouter et de ne pas répondre à la pression du F.L.N. qui lui demandait une forte somme. Huit jours après, sa ferme brûlait.

A partir de la fin de l'année 1959, l'aumônier ne pourra plus remplir son rôle d'homme du moral. On avait politisé l'armée pour s'en servir. On verra des soldats dits « perdus » être condamnés parce qu'ils avaient « la fièvre » au moment du putsch. Des aumôniers eux-mêmes furent accusés de les avoir soutenus. Tous ceux-là auraient aimé être jugés par des gens à la conscience pure.

Pendant la guerre d'Algérie, le Français de métropole voulut faire de l'aumônier l'homme de la morale.

Sa présence, certes, empêcha parfois des excès, mais ce n'est pas parce qu'un jour j'ai enfoncé une porte dans un poste pour faire arrêter l'emploi de la « gégène » que je me considère comme un héros de la morale.

Je me souviens de la longue discussion que j'eus avec le capitaine et l'adjoint d'un poste dans l'Aurès.

Le tribunal de Constantine venait de condamner avec sursis un membre du F.L.N. pour « transport illicite de marchandises ». Arrêté alors qu'il transportait des armes en auto, il avait été déféré au tribunal selon la loi. Maintenant il allait retourner dans son village, faire disparaître ceux qui l'avaient dénoncé — ils étaient connus. Ce serait la méfiance envers les Français, une implantation plus forte des rebelles.

Drame de conscience en face d'une loi mal adaptée. Fallait-il l'observer ou l'ignorer en tenant compte de la vie de Français menacée, d'une situation qu'on ne pourrait pas redresser? Quelques jours plus tard, ce rebelle était tué...

On a vilipendé un aumônier qui avait fait une étude sur la torture à la demande des officiers. A la suite d'une indiscrétion, la presse mondiale s'empara de l'affaire. On pouvait lire à la « une » des journaux : « Un prêtre défend la torture. » C'était simpliste et on ne lui reconnaissait même pas le mérite d'avoir fait cette étude.

Ce prêtre, aumônier du 1er R.E.P., a prouvé, par sa conduite au combat, par le secours qu'il donnait aux combattants... en portant parfois sur son dos les blessés au mépris de sa vie, qu'il plaçait la morale au-dessus de certains jugements confortables.

Le P. d'Houince écrivit un article dont je résumai souvent l'essentiel : « La guerre a pour but de mettre l'adversaire hors d'état de nuire. » Peut-on dire qu'un prisonnier est hors d'état de nuire s'il possède un secret dont dépendent les vies humaines?

C'est la guerre qui est atroce et condamnable et surtout s'il s'agit d'une guerre subversive comme celle qui nous était imposée en Algérie.

Comme beaucoup, je finis par raisonner ainsi : si nous n'employons pas les mêmes moyens que l'adversaire, nous perdons la partie.

Une amitié scellée dans la souffrance

On vit un général donner sa démission. Il se coupait les mains pour les conserver blanches. On en vit un autre vouloir être plus réaliste pour gagner; on veut en faire un criminel de guerre.

En 1957, un prêtre, rappelé comme officier supérieur et qui était professeur de morale dans un grand séminaire, me confiait : « Je suis obligé chaque jour de faire le contraire de ce que j'enseigne. »

Comment réagir devant cette évidence que le F.L.N. tenait à ce qu'on sût qu'il frappait qui il voulait, quand il voulait, là où il voulait?

Les responsables parlaient souvent de ces problèmes avec l'aumônier. Les règles nettes étaient difficiles à établir. Il y eut quelques excès, mais j'avoue pour ma part avoir admiré beaucoup plus souvent la maîtrise de soi que gar-

Insignes portés par les aumôniers militaires. ***Ci-dessous, à gauche*** **: la croix protestante;** ***à droite,*** **catholique.**



Coll. particulière

DE L'ALGÉRIE FRANÇAISE


Bernard

terrorisme pour marquer le sixième anniversaire de la Toussaint rouge et pour sensibiliser l'opinion internationale à l'approche de la session de l'O.N.U., on ne décomptera cependant en novembre que 710 attentats, le chiffre le plus faible depuis 1955.

En décembre, en revanche, le voyage du général de Gaulle est le signal d'une recrudescence : 1 258.

Si, en cette fin d'année, l'appareil purement militaire de la rébellion s'est dégradé, son organisation politico-administrative, surtout dans les villes, renaît de ses cendres.

« Cette génération spontanée n'est-elle pas la preuve, s'interroge un haut fonctionnaire de la Délégation générale, du succès du F.L.N. auprès des musulmans ? »

Non, cette génération n'a rien de spontané.

On a vu tout d'abord revenir de métropole, clandestinement, sortant de prison, des membres de la Fédération de France. Ils sont auréolés du prestige de quelques années de centrale, où ils ont parfait leur formation d'agit' prof', et du bénéfice d'une clémence annonciatrice de leur prochaine victoire.

Les camps où sont astreints à résidence – euphémisme qui masque la carence de la justice devant la subversion – les complices des hors-la-loi, gardés par des C.R.S. et placés sous la surveillance du cabinet civil du délégué général, sont devenus des séminaires d'où sortent, à la faveur des grâces ou des amnisties successives, de véritables promotions de propagandistes initiés au maniement des foules, de « juges » qui se substituent à la justice légale, de « policiers » dressés à châtier les « traîtres » et à « encourager » les mous, de collecteurs de fonds habiles à convaincre les ouvriers de la onzième heure à desserrer les cordons de leur bourse...

Le levain de la rébellion

Ainsi se réinstalle dans la pâte populaire le levain de la rébellion.

En Tunisie et au Maroc, l'A.L.N. prend d'inquiétantes dimensions.

Pendant que le triumvirat Krim Belkacem-Ben Tobbal-Boussouf s'adonne avec succès à la diplomatie et à la politique, Boumediene, le nouveau chef d'état-major de l'A.L.N., forme une nouvelle armée. Il a, sans trop de peine, écarté Idir Mouloud, l'ancien bras droit de Krim, rendu responsable de l'échec de l' « offensive Amirouche ». Son mépris des intrigues politiques renforce son autorité auprès des jeunes cadres excédés par la verbosité des membres du G.P.R.A. A l'un de ses intimes, il confiera : « Je suis le seul colonel capable de sauver la révolution. »

En juin 1960, au moment où s'ouvrent les entretiens de Melun, faisant le tour de l'influence réelle des leaders de la rébellion, le 2[e] bureau d'Alger écrit : « Un accord qui n'aurait pas l'aval de Boumediene serait sans valeur. » Cette prédiction semble présomptueuse ; un membre du cabinet du général de Gaulle affirme : « Boumediene ? Ce n'est qu'un militaire. Ce n'est pas une tête politique. Il ne compte pas. » Il est vrai qu'Houari Boumediene ne s'est jamais compromis avec les milieux politiques français et qu'il leur est parfaitement étranger !

Les Américains à la tripe anticolonialiste

Pourtant, il est déjà l'homme fort de l'A.L.N. Il réorganise les troupes des frontières, les lance pour les aguerrir dans de prudentes opérations de détail contre les barrages. Il entretient ainsi l'intérieur dans l'espérance de nouveaux renforts et il donne l'ordre, qui ne pourra être exécuté, aux commandants de wilaya alors en Tunisie et au Maroc de rejoindre leur poste.

Les difficultés avec les autorités tunisiennes et marocaines enfin aplanies, le matériel de guerre afflue en Tunisie, où l'A.L.N. reçoit des mortiers de 120, des canons de 75 sans recul, des lance-flammes, et au Maroc, où le cargo *Bulgaria* débarque à Tanger, le 21 novembre, 1 800 tonnes d'armes et de munitions, une cargaison qui n'avait pas échappé à la vigilance du 2[e] bureau d'Alger, mais que Paris avait refusé de laisser arraisonner !

Sur le plan diplomatique, le F.L.N. déploie une activité contrastant singulièrement avec la discrétion du Quai d'Orsay.

Pour inquiéter les Américains, il quête avec ostentation le soutien des pays de l'Est, un soutien déjà pourtant largement acquis. Les membres du G.P.R.A. se rendent à Moscou, à Pékin, en Corée du Nord, à Hanoi, partout où l'on fait surenchère de propagande anti-française et antiaméricaine. A Tripoli, en avril, le G.P.R.A. s'est déclaré prêt à recevoir des volontaires étrangers « sans aucune distinction de natio-

une réanimation "à la chinoise" assurant le plein emploi de la main d'œuvre eut été préférable, du moins pour un temps...

Le colonel Cousteaux, « ce diable d'homme »

Polytechnicien, maquisard, parachutiste, chef d'état-major... « Ce diable d'homme de Cousteaux », comme l'appelle le général Maurice Challe, qui fut son chef en Algérie, a mené une carrière des plus brillantes. Grand et svelte, blond aux yeux clairs, c'est le type même du « beau soldat » tel qu'on l'imagine en lisant l'épopée d'un Bournazel, par exemple.

Henri Cousteaux est sous-lieutenant d'artillerie lorsqu'en 1938, à l'âge de vingt-trois ans, il sort de l'X. Et c'est la guerre qu'il fait au milieu de ses canons, le repli sur Castres avec l'École d'application de l'artillerie de Fontainebleau, l'armée de l'armistice dans laquelle il obtient de servir au 1er régiment de chasseurs à cheval à Vienne.

Quand, en novembre 1942, les Allemands envahissent la zone libre, rien ne va plus pour le lieutenant Cousteaux. Il quitte l'armée, retourne à l'école, passe un brevet d'ingénieur électricien. La Résistance, qui commence à s'organiser solidement, ne peut pas ne pas tenter ce patriote bouillant et dynamique. Le maquis du Rhône l'accueille. Il en devient l'un des chefs.

En 1944, Henri Cousteaux se retrouve dans la 1re armée française aux côtés du général de Lattre, qui le renvoie en classe à l'École d'état-major de Paris. Il en sort diplômé en 1945 avec le grade de capitaine. Il passe quelques mois en occupation en Allemagne avec le 4e cuirassiers, puis devient instructeur à l'École des cadres de Strasbourg.

Une carrière au pas de charge !

Séduit par le parachutisme, il passe son brevet à Pau et aussitôt se porte volontaire pour l'Indochine. Le voici, en 1949, commandant le quartier de Ke Sat à la tête d'un escadron de son 1er régiment de chasseurs à cheval qu'il a retrouvé à Hanoi.

Pour combattre les Viets, rien de tel que des Vietnamiens. L'un des premiers, Henri Cousteaux professe cette théorie et il fonde l'École des cadres vietnamiens qu'il commande lui-même, avant de mettre sur pied plusieurs bataillons de troupes autochtones.

Il aime créer, faire du neuf, animer. Le général de Lattre, qui vient d'arriver en Indochine, le sait. Il le charge de monter le bataillon de marche du 1er R.R.C. dont son fils, Bernard, lieutenant, commandera un escadron.

En 1951, Cousteaux regagne la métropole où il poursuit sa carrière au pas de charge. D'abord instructeur à l'École d'état-major, avec le grade de commandant, il prépare ensuite l'École de guerre, où il est reçu en 1954. Quand les affaires tournent mal en Algérie, il se porte volontaire. On le nomme à l'état-major du corps d'armée d'Alger, au 3e bureau « Opérations ». Mais il a des fourmis dans les jambes. Il ressent le besoin impérieux de « crapahuter », de courir le djebel et il rappelle à ses supérieurs qu'il est aussi un « para ».

En 1959, il est comblé. On lui confie l'un des plus beaux régiments engagés : le 1er R.C.P., que le colonel Meyer vient de quitter. Avec ses gars, il est de tous les « coups », de toutes les opérations du plan Challe : « Couronne », « Étincelle », « Jumelles », « Pierres-Précieuses »... Au cours de cette dernière, il reçoit une mauvaise blessure. Une fois rétabli, le colonel Cousteaux devient sous-chef d'état-major « Opérations » des différents commandants en chef qui se succèdent jusqu'en avril 1961.

Henri Cousteaux se retrouve alors auprès de son chef, le général Challe, dont il commande l'état-major. Sans jamais croire, en ce qui le concerne, au succès du putsch. Il ne s'agit, pour lui, que d'un dernier sursaut en faveur de l'Algérie française, d'un « baroud d'honneur » auquel il se doit de participer par fidélité à la parole donnée. Comme pour tant d'autres, cela lui vaudra d'être rayé des cadres de l'armée en novembre 1961...

P.-A. L.

nalité ». Il dénonce l'« appui inconditionnel donné par Eisenhower à un pays colonialiste responsable de la guerre d'Algérie ». Et Kennedy, pour obtenir les suffrages des Américains à la tripe anticolonialiste, annonce que, président, il ne soutiendra plus la France.

Les capitaux s'évadent

A l'O.N.U., chantage également : « Envoyez des « Casques bleus » en Algérie pour remplacer l'armée française ; comme au Congo ex-belge ; sinon, nous ferons appel à des « Casques rouges » ! »

A Chtaura, en août, le G.P.R.A. tente d'entraîner la Ligue arabe dans la guerre ; refus, mais les États arabes augmentent leur aide financière.

En décembre, l'O.N.U. reconnaît à l'Algérie le « droit à l'indépendance », s'alignant en fait sur la position du général de Gaulle, mais elle proclame aussi son « intégrité », désavouant ainsi les menaces de partition parfois brandies par le chef de l'État et ses prétentions sur le pétrole saharien.

Ainsi, au moment où, en Algérie, se décompose son appareil militaire, le F.L.N. voit triompher sa cause devant l'Assemblée des Nations unies.

Annoncé deux ans auparavant comme la panacée qui guérirait l'Algérie de son sous-développement économique et social tout en l'arrimant solidement à la métropole, le plan de Constantine reste vide de sens pour la masse musulmane.

Peut-être, pour sortir l'Algérie d'une « clochardisation » – dénoncée d'ailleurs avec exagération et qui règne toujours aujourd'hui – une réanimation « à la chinoise », assurant le plein emploi de la main-d'œuvre, eût-elle été préférable, du moins pour un temps, à la modernisation à long terme réservant les fruits du progrès à une minorité, sous prétexte de rentabilité concurrentielle.

L'effort financier? Fin 1960, à peine une douzaine des cent milliards prévus sont engagés, et non pas dépensés, dont une bonne part au profit d'organismes parisiens chargés de promouvoir les investissements privés en Algérie. A ce point de vue, et malgré les témoignages d'autosatisfaction, le plan est un échec.

Les investissements, qui manquaient déjà d'enthousiasme, se font de plus en plus rares depuis que l'« autodétermination » enveloppe d'incertitude l'avenir du pays. Certains capitaux refluent vers la métropole ; une venimeuse campagne de presse, inspirée par la Délégation générale, accuse l'armée d'évasion de



Guy Marché

capitaux... alors que les dépenses militaires sont le moteur principal de l'économie algérienne, et en particulier les cent milliards annuels de mandats adressés de métropole aux officiers, aux sous-officiers et aux soldats du contingent !

Malgré leurs engagements, les différents ministères sont loin d'avoir affecté en Algérie le nombre de fonctionnaires promis à Delouvrier.

Le plan des « mille villages », qui se proposait d'ouvrir les temps modernes aux habitants du bled, bute sur des limites financières et se heurte à l'hostilité d'une propagande animée par le F.L.N. inquiet de voir lui échapper, grâce aux regroupements, une population soumise, par son éparpillement, aux pressions de ses agents.

La jeunesse désœuvrée des villes

« Dans les villes, dira le représentant militaire à la commission du plan, on a créé de nombreux centres de formation professionnelle accélérée. C'est bien ! Mais faute d'emplois adaptés à leur qualification, les jeunes, déçus dans leurs espoirs, sont amers. La jeunesse forme ainsi un bouillon de culture particulièrement réceptif à la propagande de l'adversaire. Si nous ne sommes pas en mesure de fournir aux jeunes le travail qu'ils réclament, peut-être vaut-il mieux supprimer les centres de F.P.A. et ne plus rien promettre. »

Décembre 1960 a vu la jeunesse désœuvrée des villes en pleine effervescence.

Une fois de plus, malgré le boycottage ordonné par le F.L.N., malgré la lassitude des électeurs devant ces trop fréquentes consultations, malgré les pressions exercées par l'administration en faveur de candidats plus ouverts à la politique nouvelle, les élections cantonales de mai ont vu le succès des inté-



◀ Le découragement et l'amertume ont peu à peu envahi le cœur des pieds-noirs et d'une partie de l'armée. Néanmoins, les combats se poursuivent. Partout, l'armée attaque en force.

Jour après jour, les ▶ hommes arpentent et fouillent le djebel à la recherche des éléments ennemis qui se sont terrés. Pour ravitailler les hommes, on fait appel au Sikorsky H-34.



Coll. Buis

grationnistes. Mécontent, le gouvernement crée des commissions d'élus... choisis. Le général de Gaulle partage avec le G.P.R.A. le plus profond mépris pour tout scrutin favorable à l'Algérie française.

Malgré l'impasse provoquée par les exigences publicitaires de la délégation du F.L.N., les conversations de Melun ont mis un terme aux approches des chefs de l'intérieur pour négocier la fin des combats.

Dans l'indifférence générale, Morin, haut fonctionnaire, remplace Delouvrier, qui avait fait de son dernier fils le « symbole de l'indéfectible attachement de l'Algérie à la France ». La conduite politique de l'Algérie – nul ne l'ignore – ne passe plus par le délégué général, mais par le directeur des affaires politiques, Coulet, et par le directeur de l'information, Coup de Fréjac, directement actionnés par l'Élysée.

Face à la fermeté du G.P.R.A., force est de constater les atermoiements de la politique française. Des rumeurs, qui prennent leur source dans les couloirs du pouvoir, annoncent la prochaine mise en place d'un gouvernement algérien destiné à conduire « pacifiquement » l'Algérie sur les chemins de l'indépendance.

Avec d'autant plus de succès qu'elle n'est plus sérieusement contrebattue, la propagande du F.L.N. ne manque pas d'exploiter ces incertitudes, ces carences et le doute qui s'insinue partout. L'information, domaine désormais réservé de l'autorité civile, a pris le virage de l'Algérie indépendante : les hors-la-loi sont devenus des combattants des maquis, le G.P.R.A., c'est le gouvernement algérien, Ferhat Abbas, M. Ferhat Abbas; on annonce les attentats sans indiquer leurs auteurs. Pour expliquer le massacre de baigneurs du dimanche sur une plage de la banlieue d'Alger, on fournit à la presse un tract vieux de plusieurs années dénonçant les « atrocités » des troupes françaises. Les émissions en langue arabe et kabyle de France V prennent le relais de la Voix des Arabes. L'information se veut au-dessus de la mêlée.

La population européenne a franchi le seuil du doute et vit, du moins le croit-elle, les heures les plus sombres de la guerre d'Algérie. Le Front de l'Algérie française réunit côte à côte Européens et musulmans aussi inquiets qu'eux : un million d'adhérents en quelques semaines. Déjà se constituent, en fin d'année, des noyaux bien décidés à lutter jusqu'au bout, par les armes s'il le faut.

Le terrorisme repart en flèche

C'est dans ce climat de doute, d'inquiétude et de frénésie nationaliste, qu'on a laissé s'instaurer au sein de la jeunesse musulmane désœuvrée des grandes villes et surtout d'Alger, que s'est déroulé le dernier voyage du général de Gaulle en Algérie, du 9 au 12 décembre 1960. Le terrorisme, encouragé, repart en flèche.

Alors que la dégradation du potentiel militaire de la rébellion ouvrait les voies à une paix française, l'action politique débouche sur un fiasco complet.

L'armée, une armée engagée pour conserver l'Algérie à la France, s'interroge. Avec beaucoup de bon sens, l'appelé se demande ce qu'il fait encore en Algérie, et bien des cadres également. D'autres, en revanche, s'estimant dupés, sont prêts pour l'aventure, d'autant que le gouvernement, qui a dégagé l'armée de ses tâches politiques pour la rendre à sa pureté originelle, lui prescrit, fin 1960, de prôner les douteuses perspectives de l'Algérie algérienne...

Quelques fonctionnaires, qui répugnent à faire le lit du G.P.R.A., démissionnent, tel André Jacomet, secrétaire général de la Délégation générale.

Comment le climat politique ne se ressentirait-il pas du désarmement, savamment conduit, de l'opinion métropolitaine? Les parlementaires de la majorité, élue en 1958 sur un programme « Algérie française », le gouvernement et son opposition se rejoignent à présent sur une politique d'abandon. H

Général JACQUIN (C.R.)

Dalmas



Dans un poste avancé, ▶ une pièce de 105 est pointée sur la vallée du Khémis, où des *djounoud* sont encerclés. La physionomie et le rôle de l'organisation militaire F.L.N. se sont singulièrement dégradés, au fil des mois, et son activité s'apparente plus au coup de main qu'à la guerre. On assiste à une recrudescence du terrorisme.


A. Sergent

DUFOUR, NOUVEAU "PAT

« OFFICIERS, sous-officiers, caporaux-chefs, caporaux et légionnaires du 1er régiment de parachutistes, vous reconnaîtrez désormais pour votre chef le lieutenant-colonel Dufour, ici présent, et vous lui obéirez en tout ce qu'il vous commandera, pour le bien du service, l'exécution des règlements militaires et la gloire de la légion étrangère. »

Il était 17 heures, le 1er mai 1959. Le général Gardy, inspecteur de la légion, s'adressait d'une voix forte au régiment, sur la place du camp de Zéralda. Les généraux, les officiers, le prince Napoléon, tous ceux qui connaissaient les règlements militaires relevèrent ce que la formule avait d'insolite : « La gloire de la légion étrangère » avait remplacé « le respect des lois ». On en fit la remarque à Gardy, qui répondit :

« Oh ! vous savez, le respect des lois... »

Gardy prit le drapeau des mains de Brothier et le donna à Dufour. Le destin du 1er R.E.P. venait d'être scellé. Les roses si chères à Jeanpierre embaumaient. Elles bordaient l'allée centrale sur toute sa longueur et resplendissaient sous le soleil du matin. Dufour jeta son premier commandement :

« 1er R.E.P. pour le défilé, colonne par six, rangs ouverts. En avant... marche ! »

Henri Dufour était d'abord un légionnaire. Il avait opté pour la légion à sa sortie de Saint-Cyr, en 1934, et avait été formé à la rude école de la « vieille légion ». Régnait alors sur Bel-Abbès le célèbre colonel Maire qui, lorsque Dufour, plus mort que vif, se présenta dans son bureau, lui fit des recommandations en ces termes secs et brutaux :

« Et attention, mon petit, à ton âge, on n'a pas l'habitude de boire. L'ivrognerie, même la seule accoutumance à l'alcool, son besoin, c'est horrible. Rappelle-toi ça toute ta vie. »

Pendant toute sa carrière et ses seize ans de légion, Dufour n'oubliera jamais la mise en garde du vieux colonel. Tout en admettant les « dégagements », il mènera une lutte impitoyable contre l'ivrognerie. Et pendant les dix-huit mois que durera son commandement du 3e bataillon du 5e étranger en Indochine, il parviendra à maintenir les légionnaires en excellente forme, grâce au lait et aux jus de fruits, ce qui doit être salué comme un record unique dans les annales de la légion...

Autre singularité surprenante pour un officier de légion, Dufour n'aimait

Sur tous les murs des ▶ villes algériennes apparaissent des caricatures du général de Gaulle, devenu la bête noire des Européens, déçus et inquiets. Au sein du 1er R.E.P., les officiers ont aussi perdu confiance en de Gaulle.


Agence Dalmas

◀ Le 1er R.E.P. défile à Zéralda. Quand le R.E.P. arriva au camp, celui-ci avait bien piètre allure. La légion se mit au travail et en peu de mois, il devint la fierté du régiment pour son aspect pimpant et ses magnifiques rosiers.


Coll. particulière

Une patrouille du ▶ 1er R.E.P. en opération dans la région de Tébessa. Les légionnaires attendent, observent. La moindre cache peut dissimuler des maquisards. Chaque recoin du djebel doit être fouillé méticuleusement.

RON" DU 1er R.E.P.

pas Camerone. Il était sensible au sacrifice de ces hommes, mais quand il entendait certains chefs dire : « On fera Camerone », il estimait que c'était la dernière ressource d'une pensée atrophiée. Il critiquait l'image déformée que l'on faisait du capitaine Danjou.

L'élève Dufour avait un sacré caractère. Il serait sorti major de Saint-Cyr s'il n'avait eu 75 points retirés à cause de ses humeurs. Il ne sera que 24e. Avec les années, les choses ne s'arrangeront pas. Au contraire, il sera muté d'office comme sous-lieutenant, comme chef de bataillon, comme colonel... Un général lui dira un jour : « J'ai rarement rencontré un officier aussi dur, et même aussi brutal, que vous envers vos supérieurs. »

1960, c'est l'année des désillusions et de la rage au cœur, la plus sombre sans doute parce que c'est l'année du divorce.

Au grand souffle du 13 Mai qui avait soulevé la poussière qui recouvrait l'administration et l'armée et balayé les hésitations et les timidités, succède le désespoir du discours du 16 septembre 1959.

Le cœur n'y est plus. Depuis ce trop fameux discours, l'atmosphère s'est progressivement tendue au 1er R.E.P. Fin janvier 1960, les événements se précipitent. De Gaulle déclare la guerre aux défenseurs de l'Algérie française. Saisissant le premier prétexte, il renverse leur idole du moment. Massu, le général des paras et du 13 Mai, est limogé. Les Algérois descendent dans la rue et se heurtent aux gendarmes. Le sang coule.

A la tête du 1er R.E.P., le colonel Dufour est alors le premier officier à s'interposer entre la foule et les gendarmes. Il apparaît dès lors comme un arbitre. Son rôle commence avec les barricades.

26 janvier 1960, 5 heures du matin. La sonnerie du téléphone le réveille. Il doit sur-le-champ se rendre à Paris pour voir de Gaulle.

Un immense désenchantement

Quelques heures plus tard, celui-ci le reçoit à l'Élysée. Il le fait asseoir et prend place derrière le bureau.

– Voyons, Dufour, racontez-moi ce qui s'est passé.

Le colonel expose le déroulement de l'affaire telle qu'il l'a vue. Le général écoute attentivement.

– Pour que tout rentrât immédiatement dans l'ordre, conclut Dufour, il vous suffirait de prononcer deux mots, mon général : Algérie française.

– Bien, dit de Gaulle. Mais il y a tout de même eu des gendarmes tués et d'autres blessés.

Il enchaîne en évoquant son plan d'autodétermination, et ajoute :

– Tous les musulmans qui s'assoient dans le fauteuil où vous êtes sont pour l'indépendance.

– Mon général, réplique Dufour, je pourrais y faire asseoir neuf millions d'individus qui ne la veulent pas.

– Allons, Dufour, vous ne ferez jamais des Français de ces habitants de bidonvilles. Et d'abord, ils ne sont même pas chrétiens.

Le colonel parle de la population de ▶

A. Sergent

A gauche, le colonel ▶ Brothier ; *au centre,* le général Gardy ; *à droite,* le colonel Dufour, nouveau patron du 1er R.E.P. Une formation légionnaire de base, beaucoup d'instruction, un peu d'état-major. Une singularité pour un légionnaire : n'aime pas Camerone.





R. Bail

◄ La musique attaque *le Boudin.* A la légion, tout commence et tout finit par *le Boudin.* Pour les « képis blancs », ces mercenaires courageux venus des quatre coins du monde, la marche de la légion étrangère est devenue un hymne national.

30 avril : anniversaire ► de la résistance héroïque du capitaine Danjou et de ses 64 hommes dans l'hacienda de Camaron, au Mexique, en 1863. Ce jour-là, toutes les unités, même en opération, dans le monde entier, « font Camerone ». Partout, un légionnaire lit solennellement le récit du combat et du sacrifice de Camerone.



E.C.P.A.



Pouyet

◄ A Sidi-Bel-Abbès, la caserne de la légion, dépôt de tous les régiments étrangers. 340 000 engagés y sont passés dont un dixième sont morts au combat, Français de naissance ou Français « par le sang versé » : de redoutables guerriers.

" vous écoutez ces gens d'Alger, vous?... crier, c'est tout ce qu'ils s

souche européenne. De Gaulle l'interrompt :

– Vous écoutez ces gens d'Algérie, vous? Des braillards! Crier, c'est tout ce qu'ils savent faire. Des Marseillais à la puissance 10.

Avant de clore l'entretien, le chef de l'État rappelle qu'il faut trouver une solution à ce problème algérois.

– Je vous laisse le choix des moyens, dit-il, mais il faut en finir au plus vite.

De Gaulle se lève, tend la main au colonel et le raccompagne jusqu'à la porte de son bureau.

Trois jours passent. Le général s'adresse aux Français : ce sera l'autodétermination. Quant à l'ordre public, il devra être rétabli par tous les moyens. C'est net. Ceux qui avaient rêvé de faire pression sur de Gaulle ont perdu. Dufour comprend alors qu'il faut en finir. Secondé par le colonel Broizat, il va tout faire pour que Lagaillarde et Ortiz renoncent à leur entreprise assez vite pour que le sang ne coule pas de nouveau.

Cette page des barricades avait été tournée, mais rien n'était réglé. Au régiment régnait un immense désenchantement. La volonté du général de Gaulle d'en finir coûte que coûte apparaissait désormais clairement. Sauf coup de théâtre de dernière minute, l'indépendance de l'Algérie était inéluctable.

Les visiteurs se pressaient à Zéralda pour proposer leurs services au colonel Dufour. Des élus locaux, des personnalités de l'industrie, de l'agriculture, du commerce, le suppliaient de prendre la tête des mouvements pour l'Algérie française. De tous les chefs militaires dont on avait parlé durant cette se-

monde en prison. Faites la même chose à Paris avec de Gaulle et ses ministres : un régiment para participera au défilé et ses officiers sont sûrs. J'attends votre accord, car il faut que les choses soient concomitantes. »

Dufour s'était préparé à agir. L'opération était simple. Le 13 juillet, un émissaire arriva de Paris :

– Ne faites rien. Là-bas, ce n'est pas encore prêt.

Jusqu'à la dernière minute, Dufour et ses officiers avaient espéré. Ils allèrent défiler, armés jusqu'aux dents. Une jeep radio du 1er R.E.P., à proximité du colonel, était à l'écoute de Zéralda qui était à l'écoute de Paris. Rien ne s'était passé.

Quand Dufour apprit que la véritable raison du refus d'agir à Paris n'était pas l'impréparation des troupes, mais celle du gouvernement qui devait succéder à de Gaulle, il entra dans une violente colère. Décidément, tout cela n'était pas sérieux !



Onze cercueils

Fin juillet, il prit contact avec le général Jouhaud qui venait de se faire mettre à la retraite et avait trouvé un emploi à Alger dans les cartonnages de Blachette. L'accord des deux officiers fut total. Ils se répartirent les tâches : Dufour prendrait les contacts en milieu militaire, Jouhaud en milieu civil. Pendant ses absences opérationnelles, le colonel resterait en liaison avec Jouhaud par l'intermédiaire d'officiers de la base arrière, notamment le lieutenant Degueldre.

L'amitié et la confiance liaient Dufour et Degueldre. La légion aussi. Le colonel admirait cet être exceptionnel qui avait conquis tous ses galons au feu, qui s'était forgé lui-même, jeté dans la vie à l'âge où l'on se jette encore dans les bras de sa mère. La Résistance dans les F.T.P. n'était pas une école de tendresse. La guerre d'Indochine non plus. Dufour ne pouvait trouver agent de liaison plus sûr que Roger Degueldre. Car le lieutenant avait choisi.

Jouhaud avait fixé à quatre régiments de type parachutiste ou légionnaire et à un régiment de chars le nombre des unités qui lui étaient nécessaires pour agir à Alger. Dufour se mit en quête. Il obtint facilement les concours désirés. En théorie, bien entendu ! Les commandants des régiments envoyaient des officiers qui transmettaient : « Nous sommes aux ordres. »

Dans ce rôle de chef d'état-major occulte du mouvement, Dufour se savait surveillé. Malgré toutes les précautions qu'il employait pour ne pas utiliser le téléphone, pour rencontrer Jouhaud la nuit, après deux ou trois changements de voiture, il savait

vent faire. Des marseillais à la puissance 10 ! "

maine, Dufour était bien le seul à être sorti grandi de l'épreuve. La population lui devait l'arrêt de la tuerie du 24 janvier. Elle lui en savait gré.

Dufour avait tiré les leçons de l'échec des barricades. Il fallait synchroniser les efforts et il fallait que, d'une manière ou d'une autre, de Gaulle disparût de la scène politique.

Un chef, Dufour avait d'abord cru le trouver à Paris. Il avait confiance dans le groupe qui travaillait sous la direction du général Zeller, ancien chef d'état-major des armées. Il était en contact avec lui par l'intermédiaire de deux officiers. Il gardait également le contact avec l'équipe qui rédigeait « Centurion ».

Début juillet 1960, il avait envoyé à Zeller un officier chargé de lui transmettre le message suivant :

« Je défile à Alger le 14 juillet. Mon régiment sera armé en guerre. En passant devant la tribune, deux compagnies encercleront tout ce qui compte en Algérie, Delouvrier, Crépin, etc., pendant que les trois autres assureront la sécurité, et je mets tout ce beau

le colonel ne viendra pas au rendez-vous

qu' « on » parlait. Les Renseignements généraux se doutaient bien que Jouhaud n'était pas là pour le plaisir de faire des emballages. Et les civils répétaient trop que le colonel du 1er R.E.P. était acquis à leur cause.

Jouhaud et Dufour avaient fixé comme date limite de l'action le référendum sur l'autodétermination. L'annonce du voyage de De Gaulle en décembre leur fit accélérer les préparatifs.

15 novembre 1960. Drapés de tricolore, onze cercueils s'alignaient devant la chapelle de l'hôpital Maillot à Alger. Revêtu de ses attributs sacerdotaux, le P. Delarue officiait. Une assistance nombreuse et silencieuse suivait le service funèbre que l'aumônier de la 10e D.P. célébrait pour les onze défunts : onze légionnaires du 1er R.E.P. Cinq jours plus tôt, ils étaient tombés tout au haut d'un des plus hauts sommets de la terre d'Algérie.

Des ombres dans les bosquets

Devant ces onze cercueils, le P. Delarue se sentait bouleversé. Ce n'était pourtant pas la première fois qu'il conduisait des légionnaires-parachutistes à leur dernière demeure. Il en avait, hélas! pris la triste habitude depuis le début de cette guerre d'Algérie, voilà six ans. Il faisait son métier de prêtre et d'aumônier comme ces hommes avaient fait le leur. Le P. Delarue savait que la mort d'un soldat sous les balles de l'ennemi est dans l'ordre des choses et il ne reprochait à personne cette mort. Mais ce qui le mettait en rage, lui, prêtre, c'était l'absurdité de cette mort si elle ne correspondait plus à un sacrifice exigé par la nation. Onze cadavres inutiles et scandaleux.

Après le service religieux, les cercueils furent chargés dans six camions du 1er R.E.P. Une foule compacte s'était assemblée au cimetière. Elle écoutait, muette et attentive, les dernières prières du P. Delarue.

Puis le chef du 1er R.E.P. s'avança pour dire adieu à ses hommes. Il termina par ces mots : « Il n'est pas possible que votre sacrifice demeure vain. Il n'est pas possible que nos compatriotes de la métropole n'entendent pas nos cris d'angoisse. »

Ces paroles auraient un écho immédiat : le colonel et l'aumônier allaient être bannis d'Algérie et exclus des unités parachutistes.

Le commandant en chef convoqua Dufour.

— Votre présence près d'Alger entretient une certaine effervescence dans la ville, lui dit Crépin. Elle donne espoir aux Algérois.

— De l'espoir, mon général?

— On connaît vos sentiments, Dufour.

Crépin accepta que le colonel prît quelques jours de permission... à condition qu'il s'en allât dans le Sud. Mais Dufour n'avait aucune envie d'aller visiter les oasis. Il se rendit à Bel-Abbès, berceau de sa belle-famille... et de la légion. Là, il fut accueilli avec réserve. Il sentit qu'on avait mis les officiers en garde contre lui. L'entretien qu'il eut avec le colonel Brothier confirma cette impression et le déçut. Brothier estimait que la légion étrangère ne pouvait avoir une position en pointe dans une affaire intérieure française. Il fallait la tenir à l'écart des remous politiques. Dufour n'eut pas le temps de trouver une parade à ce mauvais coup du sort. On lui tendit un message : il devait rejoindre immédiatement son régiment pour en passer le commandement et avoir quitté le sol algérien avant le vendredi 9 décembre, date de l'arrivée de De Gaulle à Oran.

Dufour arriva à Zéralda le 6 vers 18 heures. Il se rendit aussitôt à la villa du général Saint-Hillier, commandant la 10e D.P., où il était convoqué. Le lieutenant-colonel Guiraud l'y accueillit.

— Mon colonel, lui dit-il, je n'ai intrigué en aucune manière pour prendre votre place. J'étais en stage à Philippeville. L'inspecteur de la légion est venu me chercher et me voilà. Navré que cette passation de commandement s'effectue dans de telles conditions.

Saint-Hillier apprit à Dufour qu'il



Coll. Delarue

◀ Le P. Delarue. Pour lui, l'aumônier devait aider « les siens » à discerner, parmi les divers « moyens » possibles, ceux qui seraient « moralement » légitimes.

Insignes des différents régiments de la légion. Le premier, au premier rang, une grenade à sept branches, est porté sur le béret par tous les légionnaires. ▶

La chapelle au camp de Zéralda, fierté du 1er R.E.P., qui sera inaugurée le 29 septembre 1960 à l'occasion de la Saint-Michel, patron de tous les parachutistes. ▼



Coll. Delarue



Associated Press

Le colonel Dufour : ▶ 47 ans, grand, épaules puissantes, maintien rigide. Un officier très remarquable. En Indochine, pendant ses huit mois de commandement, le 3/5e gagna deux palmes et la fourragère aux couleurs de la croix de guerre des T.O.E., que lui, Dufour, eut le droit de porter à titre personnel.



Alain Bétry

avait une place retenue sur la *Caravelle* du jeudi après-midi pour Paris. En conséquence, ils devaient aller tous les trois en *Broussard* à El-Milia le lendemain, mercredi, à 7 heures du matin, pour procéder à la passation réglementaire du commandement et à la remise du drapeau à Guiraud.

Il pleuvait à verse. Dufour enfonça son béret et courba le dos pour traverser le jardin et rejoindre sa voiture. Il aperçut des ombres qui le suivaient à travers les bosquets.

– As-tu remarqué? demanda-t-il à Malchioli, son chauffeur en s'engouffrant dans la jeep.

– Ce sont des légionnaires, mon colonel. Le lieutenant Degueldre n'avait pas confiance. Si vous n'étiez pas ressorti au bout de deux heures, il serait venu vous délivrer avec deux sections.

Dans la jeep, Dufour prit sa décision : le lendemain, il ne serait pas au terrain de Cheragas à 7 heures. Le drapeau non plus. « Son » régiment saurait qu'il ne le quittait pas de son plein gré.

A 22 heures, il reprenait avec Degueldre le chemin d'Alger. En civil, cette fois. Jouhaud l'attendait, dans une villa d'El-Biar, entouré de plusieurs chefs d'organisations patriotiques.

Ils se mirent d'accord pour lancer l'affaire : les civils descendraient dans la rue pour harceler les C.R.S., Dufour ferait dire aux régiments de marcher sur Alger. Si possible, on s'emparerait de De Gaulle.

Dans la clandestinité

Quand Jouhaud et Dufour furent seuls, le général baissa la voix.

– Je viens d'être l'objet d'une « approche » étonnante, lui dit-il. On me demande d'envisager la constitution d'un gouvernement provisoire de l'Algérie française.

– D'où vient cette démarche? demanda Dufour.

– De Roger Frey.

Dufour sursauta.

– C'est de la provocation, mon général. D'ailleurs, vous savez bien que tous ces domestiques n'ont pas voix au chapitre.

– Bien sûr, dit Jouhaud. Et je n'en tiens pas compte.

Dufour rejoignit Zéralda sans encombre. Il alla prendre quelques heures de repos dans la chambre de Degueldre.

L'entrée du colonel dans la clandestinité réjouissait deux hommes : Degueldre et Coatalène. Pour les deux amis, cette décision était un premier pas vers une action généralisée de l'armée. Il fallait qu'elle produisît une réaction en chaîne.

– Et le drapeau? demanda tout à coup Degueldre. Godot a été spécialement envoyé ici pour l'emporter demain. Il ne faut pas que Saint-Hillier puisse le passer officiellement à Guiraud.

– Quoi faire?

– Le récupérer et le cacher.

Ce n'était pas si facile! L'emblème était dans le bureau du colonel, que gardait un planton.

– Pendant que j'occuperai le planton, décida Degueldre, tu t'introduiras dans le bureau. Pour ressortir, tu n'auras qu'à sauter par la fenêtre.

L'opération n'offrit aucune difficulté. Quand le colonel se réveilla, son premier regard tomba sur le drapeau qui était dans l'angle de sa chambre. Depuis une heure, le général Saint-Hillier et le lieutenant-colonel Guiraud se demandaient pourquoi Dufour n'était pas au rendez-vous de Cheragas... H

P. SERGENT

PRÉLUDE A UNE INSURRECTION



A. Lefebvre/Paris-Match

◀ **Lagaillarde est sorti de prison. Joyeux, il retrouve, devant *la Bonne Santé*, le café qui fait face à la prison de la Santé, des amis venus l'accueillir, dont Jean-Marie Le Pen.**



Me Tixier-Vignancour, avocat de la défense dans le « procès des barricades », avec quelques « insurgés » d'Alger, dont Alain de Sérigny, à sa gauche, et Sapin-Lignières, au fond. ▶

Le Deliou

L'ÉCHEC des barricades a été ressenti par les civils comme une trahison de la part des militaires qui les avaient poussés à s'engager dans une bataille sans issue.

Cependant, comme toujours dans un pays méditerranéen, après la capitulation renaît l'espoir. Le 15 juin 1960, au lendemain de l'appel du général de Gaulle « aux rebelles », les pieds-noirs sentent un danger encore plus pressant et décident de faire front : à l'initiative du directeur d'école Dominique Zattara appuyé par Camille Vignau, un propriétaire terrien de Médéa, et par Antoine Andros, un commerçant, naît le Front de l'Algérie française (F.A.F.).

Le général d'armée aérienne en retraite Edmond Jouhaud s'installe en Algérie. Entre le général pied-noir – Jouhaud est né à Bou-Sfer dans l'Oranais – et les activistes, les contacts vont aller en se resserrant au cours de l'été de 1960.

Le capitaine Sergent, toujours à la tête d'une section du 1er R.E.P. (régiment étranger de parachutistes), devient la cheville ouvrière de cette nouvelle offensive activistes-militaires.

Quelques mois plus tôt, on lui avait donné l'ordre de marcher sur des Français qui criaient « Algérie française ». Cette fois, on semblait vouloir protéger « l'ennemi ».

Au moment du « procès des barricades », Sergent se trouve en permission à Paris, et il en profite pour prendre contact avec « quelques amis », notamment Lagaillarde, en liberté provisoire, chez Me Gallot.

C'est là qu'il a confirmation que le mouvement insurrectionnel dont il a eu connaissance avant son départ d'Alger se fait avec la complicité, sinon l'accord, des « accusés » du procès des barricades, des activistes de la capitale, de l'armée et du général Salan – en exil depuis quelques mois en Espagne.

Ce dernier, après avoir mis entre lui et de Gaulle les Pyrénées, n'est pas resté inactif. Avec le général Gardy, qui l'avait rejoint, il se tient à l'affût. Renseigné depuis Paris par Me Tixier-Vignancour, depuis le Sud-Est par Mme Gardy et depuis Alger par sa femme, Salan est sur le qui-vive, prê à bondir à tout moment sur la premièr occasion.

Telle est la situation en cette fi novembre 1960. Lorsque s'ouvre l « procès des barricades ».

D'autre part, ce qui n'était alors qu'u bruit qui avait fait dire aux responsable algérois du F.A.F. : « Un pareil voyage dans de telles circonstances, ce serai une véritable provocation ! Qu'il vienne s'il ose ! Qu'il vienne et, ce salaud, on va le recevoir », se confirme comme étant une certitude : de Gaulle se rendra en Algérie le 9 décembre.

Lagaillarde apprenant la nouvelle,

Deux des inculpés du procès des barricades : *à droite :* Ronda ; *à l'extrême droite :* Demarquet. Le départ du procès, ouvert le 3 novembre 1960, sera retardé de près d'une journée, Demarquet ayant refusé de comparaître en civil. La décision du tribunal militaire de mettre les inculpés en liberté provisoire sera diversement interprétée dans les milieux politiques. ▶





Photos A.F.P.



profite d'un séjour dans le Gers pour fausser compagnie aux policiers chargés de le surveiller, gagne l'Espagne et retrouve Salan.

Quelques jours plus tard, d'autres accusés du « procès des barricades » prennent aussi la fuite en direction de l'Espagne : Jean-Jacques Susini, Marcel Ronda et Jean-Maurice Demarquet.

Lorsque, le 8 décembre, Pierre Sergent prend son avion pour regagner Alger, il est confiant. Chez Me Tixier-Vignancour, boulevard Raspail, il a appris que le général Salan était dans le coup. L'avocat parisien à la voix de bronze lui a même confié un message « très important » à remettre dès son arrivée à Alger au général Jouhaud.

Sergent se prend soudain à trouver au « Mandarin » des qualités que jusque-là il avait toujours refusé de lui accorder.

En débarquant à Maison-Blanche, le capitaine Sergent se sent rassuré. Enfin, comme il le croit, cette fois, ses amis et lui vont pouvoir faire plier le genou au colosse de Gaulle.

Sans prendre le temps de déposer sa valise, il se rend dans le bureau directorial qu'occupe le général Jouhaud depuis sa mise à la retraite.

Au garde-à-vous, en bon soldat discipliné, il remet à Edmond Jouhaud le message cacheté adressé par Salan : « Vous avez le feu vert. »

« Feu vert, grogne Jouhaud. Comprends pas. Pourquoi Salan ne vient-il pas lui-même ici ? »

Sergent tombe des nues. Il n'a pas encore rencontré ses amis du F.A.F., mais il se rend compte que vingt-quatre heures avant que de Gaulle mette les pieds sur le sol d'Algérie rien n'est en place.

Encore une fois, si les civils sont prêts pour organiser la grande manifestation populaire anti-de Gaulle qui mettra en branle le processus insurrectionnel, l'armée est encore dans l'expectative.

Heureusement, entre Sergent et Jouhaud, l'accord se fait rapidement. Pour le capitaine, ce général a bonne allure. Sa carrure, son calme, ses silences, donnent confiance. Sergent dit :

« Mon général, je suis en permission. Je me mets à votre disposition. »

L'agent de liaison du général

Pour Jouhaud, c'est inespéré. Sergent peut représenter la planche de salut ; la carte de la dernière chance. Il le sonde et il est vite rassuré par la force et la profondeur de sa détermination.

Sergent sera l'agent de liaison du général, chargé de rallier à la « cause » les régiments parachutistes sans lesquels toute insurrection est vouée à l'échec.

Le F.A.F., de son côté, est prêt. Déjà Alger est inondé de tracts appelant la population à la grève générale :

« Toute vie doit s'arrêter, ordonne le tract du F.A.F. Interdiction aux véhicules civils de circuler. Interdiction d'ouvrir les magasins sous peine de les voir saccagés. Piquet de grève dans les entreprises. Dès les premières heures de la matinée, la population doit manifester dans le centre de la ville son indignation et son mépris à la visite qu'ose faire le général de Gaulle en Algérie. »

Le premier à apporter son adhésion à Sergent, c'est le patron du 1er R.E.P., le colonel Dufour. Le lieutenant Roger Degueldre s'est engagé de son côté à contacter un par un chaque commandant de compagnie pour convaincre définitivement les derniers réticents. Le R.E.P. regagnera Zéralda sur un simple message signé Jouhaud : « 1er R.E.P. à Alger ». Degueldre, qui, lui, reste à Zéralda, passera lui-même le message.

Le colonel Masselot, patron du 18e régiment de chasseurs parachutistes, donne lui aussi son accord.

Pied-noir de Bougie – son grand-père y a créé le port – Georges Masselot est un baroudeur ; depuis 1955, il sillonne les djebels à la tête de son régiment et il casse du « fell ».

A cinquante ans, ce militaire-né, discipliné, sent la révolte le saisir. L'autodétermination, l'Algérie algérienne de De Gaulle ont bouleversé le tableau qu'il s'était fait de l'avenir de son Algérie.

Il franchit alors le Rubicon. A l'ennemi F.L.N. il en ajoute désormais un autre : de Gaulle.

Son ami, le colonel Lecomte, commandant le 14e R.C.P., a, lui aussi, été contacté par les éléments prospecteurs du 1er R.E.P.

Alors, ils seront deux à décider d'y aller.

Le 1er R.E.C. et son « patron », le colonel de La Chapelle, un ami du colonel Argoud, marchent eux aussi à fond.

En moins de vingt-quatre heures, le capitaine Sergent peut se montrer fier du résultat obtenu. Au soir du 8 décembre, il peut offrir au général Jouhaud un bilan positif, d'autant qu'il vient d'apprendre que l'état-major d'Alger a désigné le 14e R.C.P. de Lecomte et le 18e R.C.P. de Masselot, pour être d'alerte à Alger. C'est donc à eux que reviendra le soin de rétablir l'ordre en brisant d'éventuelles manifestations, qu'elles soient musulmanes ou européennes.

A 20 heures, dans une villa d'El-Biar, tout l'état-major civil et militaire de la révolte est réuni autour du général Jouhaud, vêtu de son éternel costume croisé sombre. Sont présents, outre le capitaine Sergent, les trois têtes du F.A.F. clandestin : Dominique Zattara, ▶



Courrière/Paris-Match



◀ **Jean-Jacques Susini, peu de temps après sa libération, passera en Espagne avec Ronda et Demarquet. Lors du procès des barricades, ses déclarations « fleurant le fascisme à la Mussolini » avaient tranché sur celles des autres prévenus, qui avaient fait bon effet sur l'opinion publique. Susini avait donné, au procès, l'impression d'être une « redoutable tête politique ».**



G. Lepage

L'aérodrome de Maison-Blanche, où Pierre Sergent débarqua le 8 décembre en provenance de Paris avec un message important pour le général Jouhaud.

dans Alger, les combats de rue font rage

Camille Vignau et Antoine Andros et un représentant de Pierre Lagaillarde.

Les derniers points de détail sont étudiés : le plan d'action est définitivement élaboré :

Dès onze heures, à Bab-el-Oued, rue Michelet, place de la Grande-Poste, aux tunnels des facultés, à l'angle de la rue Richelieu, à Belcourt, Poligny, Champ-de-Manœuvre, à l'angle de la rue Hoche, etc., les groupes de choc du F.A.F., ceux de Jeune Nation, les lagaillardistes, les U.T. attaqueront le service d'ordre grâce à la technique du harcèlement. Les engagements devront être aussi brefs que violents. Il faudra à tout prix exciter les C.R.S. et les gardes mobiles pour les obliger à charger, puis rompre le contact, pour recommencer un peu plus loin. Grâce à ces actions, le service d'ordre lourdement habillé sera très rapidement à bout de forces.

Les manifestants pourront alors sans peine percer les barrages et occuper les bâtiments publics : le Gouvernement général et la Radio surtout, avec l'aide du 18e et du 14e R.C.P. que l'autorité militaire aura fait intervenir.

D'autre part, de Gaulle, qui sera en Algérie, sera éliminé par un attentat (plusieurs doivent avoir lieu).

Avec la disparition de celui que trop de militaires considèrent encore comme un « père », l'armée basculera. Le verrou aura sauté.

Le mouvement insurrectionnel pourra alors gagner la métropole. Ce sera un nouveau 13 Mai.

Sous la pluie

Les insurgés semblent avoir tous les atouts en main. Le coup de force paraît ne pas pouvoir échouer.

Lorsque le lendemain, 9 décembre, sous une pluie battante, de Gaulle, entouré de ses quatre gorilles, Djouder, Sasia, Comiti et Tessier, pose son pied sur le sol oranais, les combats de rue font déjà rage dans la Ville blanche.

Le processus insurrectionnel est engagé. Dans une villa des hauteurs d'Alger, l'état-major de la révolte est tenu au courant par estafette de l'évolution des événements.

Mais à 800 kilomètres de là, à Paris, on a jeté le manche avant la cognée. Les activistes métropolitains ont démissionné.

Même un certain nombre d'accusés du « procès des barricades » ont renoncé à la fuite et regagné Paris.

Dans les Pyrénées, sur les chemins caillouteux et dans le froid, trois hommes : Susini, Ronda et Demarquet, font route vers l'Espagne, ignorant tout de ce qui se passe.

A Madrid, Lagaillarde, le général Salan, le général Gardy apprennent par radio les manifestations d'Alger.

Pour eux, le mouvement débute selon le scénario prévu.

Réfugié chez Serrano Suñer, Salan s'apprête à gagner l'Algérie. Nous sommes le 10 décembre au matin. H

Pierre DÉMARET

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Liliane Crété*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Edmond Fréson*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Júles TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
5° 16 numéros : 341 (97) à 371 (112).
45 FF - 450 FB - 45 FS - Autres pays : 45 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du nº 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
3° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
4° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
5° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
6° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(Novembre 1960)

FRANCE

1er : clôture de l'assemblée plénière du protestantisme français, qui demande une démarche commune de toutes les autorités religieuses en faveur de la paix en Algérie.
1-3 : congrès de la Fédération de l'Éducation nationale.
3 : ouverture du « procès des barricades ».
3 : nouveau colloque de Vincennes.
4 : allocution du général de Gaulle.
7 : démission d'André Jacomet.
8 : constitution de l'Union industrielle des pétroles (U.I.P.).
16 : mise en liberté provisoire de Pierre Lagaillarde.
21 : ouverture à Paris de la conférence des parlementaires de l'O.T.A.N.
22 : Louis Joxe est nommé ministre d'État chargé des affaires algériennes.
24 : création d'un Comité national pour l'intégrité du territoire, groupant le F.N.A.F., le F.A.F. et le Comité de Vincennes.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

3 : expulsion d'Algérie de treize Européens.
3 : grève des étudiants à Alger.
7 : ouverture à Tunis de la IIIe Conférence régionale africaine de la C.I.S.L.
11 : violents incidents à Alger.
15 : annonce de la livraison de « Mig » soviétiques au Maroc.
27 : attentats meurtriers à Boufarik et Oran.

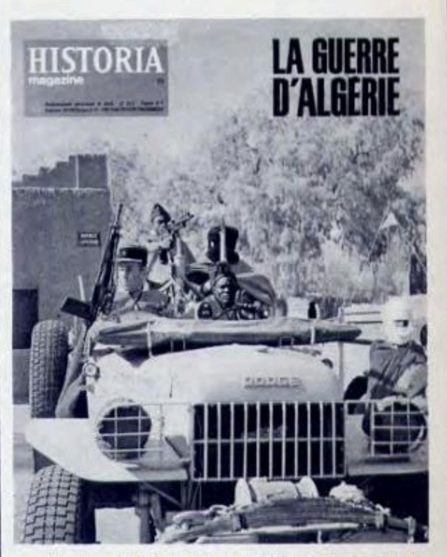
AFRIQUE

1er : poursuite de la grève générale illimitée au Dahomey.
5 : aide américaine au Mali.
5 : troubles au Kenya.
9 : Hamani Diori élu président de la République du Niger.
13 : signature d'un accord franco-camerounais.
17 : troubles à Libreville (Gabon).
21-22 : incidents au Congo ex-belge entre les troupes de Mobutu et les « casques bleus ».
27-28 : Michel Debré assiste, à Nouakchott, aux cérémonies marquant l'indépendance de la Mauritanie.
27 : élections législatives et présidentielles en Côte-d'Ivoire.
28 : l'Assemblée législative du Tchad adopte le projet de Constitution.

AMÉRIQUE

7 : grève générale en Argentine.
8 : élections présidentielles aux États-Unis. J.F. Kennedy sera élu avec une faible majorité.
9 : formation du gouvernement colombien.
16-30 : violente agitation proségrégationniste en Nouvelle-Orléans.
24 : déclaration Diefenbaker au Canada.
26 : émeutes à Caracas.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



NOVEMBRE 1960 : LA SITUATION EN ALGÉRIE

Sommaire

● Dialogue G.P.R.A. - de Gaulle
Les « Trois Mages » sont reçus, à Paris comme à Tunis, avec une cordialité exceptionnelle et, dans les deux capitales, on les écoute longuement. A travers eux se noue un nouveau dialogue entre de Gaulle et le G.P.R.A. ...

● Équipes mobiles de la Croix-Rouge
L'équipe : une ambulancière-conductrice et une infirmière... Tous les jours, par tous les temps, hiver comme été, elles visitent douars et centres de regroupement.

● De Jacomet à Morin
« Si j'admets la négociation, ce n'est pas pour aboutir à une République algérienne. Je dois démissionner. » Delouvrier tentera vainement de faire revenir son secrétaire général sur sa décision. Jacomet se retrouve à Orly quelques jours après, bientôt suivi du délégué général, remplacé lui-même par Jean Morin.

● C.I.P.C.G. d'Arzew
Tous les quinze jours, le centre accueille une centaine de stagiaires, pour la plupart jeunes officiers. Ils reçoivent une instruction sur la guérilla, la pacification, et... le tir instinctif.

● L'annonce du référendum
Pour les Européens, l'annonce du référendum prouve l'intention de De Gaulle de préparer l'arrivée du G.P.R.A. à Alger. Et le baromètre algérois, qui est au mauvais temps, passe à la tempête lorsque le président de la République décide d'un nouveau voyage en Algérie.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial. Dépôt légal 2e trim. 1973. — Nº d'imp. C. 70.
Librairie Jules Tallandier, Paris Nº 2083. — Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL. — **Nº 321 - 11 Juin 1973.**

LES PARLEMENTAIRES DE L'O.T.A.N. : **Contrôle politique des armements atomiques** (LIRE NOTRE INFORMATION EN PAGE 3)

L'ÉCHO D'ALGER

Vendredi 25 Novembre 1960

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Trois éditions quotidiennes — 0,25 NF — En métropole : 0,35 NF — Téléphone : 63-73-80 à 85 — 20, rue de la Liberté



Hier, alors que **M. Delouvrier** venait de quitter Alger

Le nouveau délégué général M. Jean Morin est arrivé à Maison-Blanche, peu après midi

"Je ressens une très grande fierté d'avoir été choisi par la France pour accomplir ici une des plus hautes et des plus nobles missions qu'elle peut demander à l'un de ses enfants d'accomplir" *déclare* ***M. Morin*** *à la presse*

M. DELOUVRIER, avant son départ :

"Merci à tous ceux qui m'ont aidé et aussi à ceux qui m'ont combattu"

INFORMATION PAGE 14

M. JOXE arrivera en Algérie dans les 48 h.

Référendum

Il porterait également sur le principe de l'autodétermination

La difficulté : poser une seule question claire au corps électoral

(INFORM. PAGE 3)

Dilemme du référendum... et solution

Le journal du Parlement du jeudi 24 novembre a publié l'article de M. Jacques Soustelle que nous sommes heureux de reproduire ci-après :

Il est maintenant certain que le référendum auquel seront appelés les citoyens en janvier prochain est conçu comme une application de l'article 11 de la Constitution. Le président de la République, conformément à cet article, peut en effet soumettre au référendum un projet de loi relatif à l'organisation des pouvoirs publics.

Dans ces limites, le référendum est juridiquement admissible. Mais on se trouve aussitôt devant

Par **Jacques Soustelle**

un dilemme. Deux cas en effet peuvent être envisagés :

Dans le premier on se conforme strictement à la Constitution. Ce qui est soumis au pays, c'est un projet de loi sur l'organisation des pouvoirs publics. De quels pouvoirs publics ? Ceux de la République française évidemment et cette république est (article 2) indivisible. Est-ce « organiser les pouvoirs publics » que de créer une entité algérienne avec son propre exécutif ? On peut légitimement en douter.

Mais ce qui est certain c'est que le texte proposé, pour être conforme à la loi fondamentale, devra maintenir l'Algérie dans la République française. Ce qui est également clair, c'est qu'une loi simple, votée par le parlement, suffirait pour atteindre ce but, sans avoir recours à la procédure exceptionnelle du référendum.

Deuxième cas : le référendum a pour objet de détacher l'Algérie de la République, de l'ériger en Etat « associé » et demain indépendant. Mais alors le référendum « modèle article 11 » ne peut pas être utilisé à cet effet. Il faudrait une révision constitutionnelle profonde, tendant notamment à supprimer le caractère indivisible attribué à la République et à décharger le président de la République de la mission de sauvegarder l'intégrité du territoire, de manière à lui conférer le droit, QUE NI LUI, NI PERSONNE N'A AUJOURD'HUI de séparer une parcelle du territoire national et de remettre en cause la citoyenneté française de ses habitants.

Dans le premier cas, le référendum est inutile. Dans le deuxième, il est suicidaire, désastreux, anticonstitutionnel. Telles sont les deux branches du dilemme.

On ne sera pas surpris d'observer que ce dilemme, comme bien d'autres, comporte une solution.

Pour en approcher, constatons tout d'abord que si le recours au référendum pour faire voter un simple texte de loi est inutile, il procurerait pour le pouvoir le grand avantage de COURT-CIRCUITER LE PARLEMENT et d'ÉCARTER TOUT AMENDEMENT

SUITE EN PAGE 3

Furieux accrochage dans le secteur de Bou-Saâda

40 REBELLES hors de combat

Information page 14

Sur demande "à retardement" du commissaire du gouvernement au lendemain de l'intervention de la défense au sujet de M. Debré

Le tribunal "réprimande" Me Isorni malgré l'intervention du bâtonnier de l'Ordre

ALAIN DE SÉRIGNY a répondu aux questions concernant son premier chef d'inculpation (complicité d'attentat contre la sûreté de l'Etat)

" S'IL S'AGIT DE M'ACCUSER POUR AVOIR DÉFENDU L'ALGÉRIE FRANÇAISE EH BIEN ! QUE JE CONTINUE A ÊTRE ACCUSÉ "

"Je poursuivrai mes efforts par tous les moyens qui me resteront"

"Vous me faites un procès de tendance

Or la loi ne retient pas le délit d'opinion"

INFORMATION PAGE 5

Entouré du général Crépin et de l'amiral Auboyneau, M. Morin passe en revue le détachement d'honneur, sur la terrasse de Maison-Blanche (Ph. E. A.)

M. Morin ranime la flamme du souvenir au monument aux morts (Ph. E. A.)

L'AFFAIRE MAURITANIENNE



Le MAROC *rappelle son ambassadeur à Tunis*

Rabat accuse Bourguiba d'avoir rompu... l'unité du Maghreb

RABAT (A.C.P.). — A la suite du conseil de cabinet qui s'est tenu aujourd'hui, le rappel de l'ambassadeur du Maroc à Tunis, M. Mohamed Larbi El Alami a été décidé.

Demi-surprise à Rabat

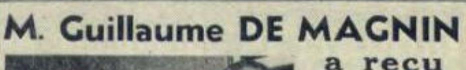
SUITE EN PAGE 3

Les étudiants ont plébiscité la liste Jean-Charles ISSELIN

Succès sans précédent : **2.682 voix sur 2.698 votants**

Les étudiants ont voté hier pour le renouvellement du bureau de l'A.G.E.A. La liste d'Action syndicale et nationale menée par M. Jean-Charles Isselin a été littéralement plébiscitée. 2.698 votants, 16 bulletins nuls, 2.682 suffrages exprimés.

SUITE EN PAGE 14



M. Guillaume DE MAGNIN a reçu la croix de chevalier de la Légion d'honneur



Au cours d'une cérémonie très simple mais particulièrement cordiale, qui s'est déroulée hier matin, maison de l'Agriculture, M. Guillaume de Magnin de la Villerdière, conseiller technique de la Fédération des vignerons, a reçu la croix de la Légion d'honneur, à titre militaire, des mains de son ami et camarade de guerre, M. Henri Fontanille.

SUITE EN PAGE 14

Après avoir été décoré de la Légion d'honneur par M. Fontanille (à droite) M. de Magnin reçoit d'une charmante fillette, une magnifique gerbe de fleurs (Photo E. A.)

SITUATION EXPLOSIVE à Léopoldville :

"CASQUES BLEUS" et CONGOLAIS restent face à face



(INFORMATION PAGE 8)

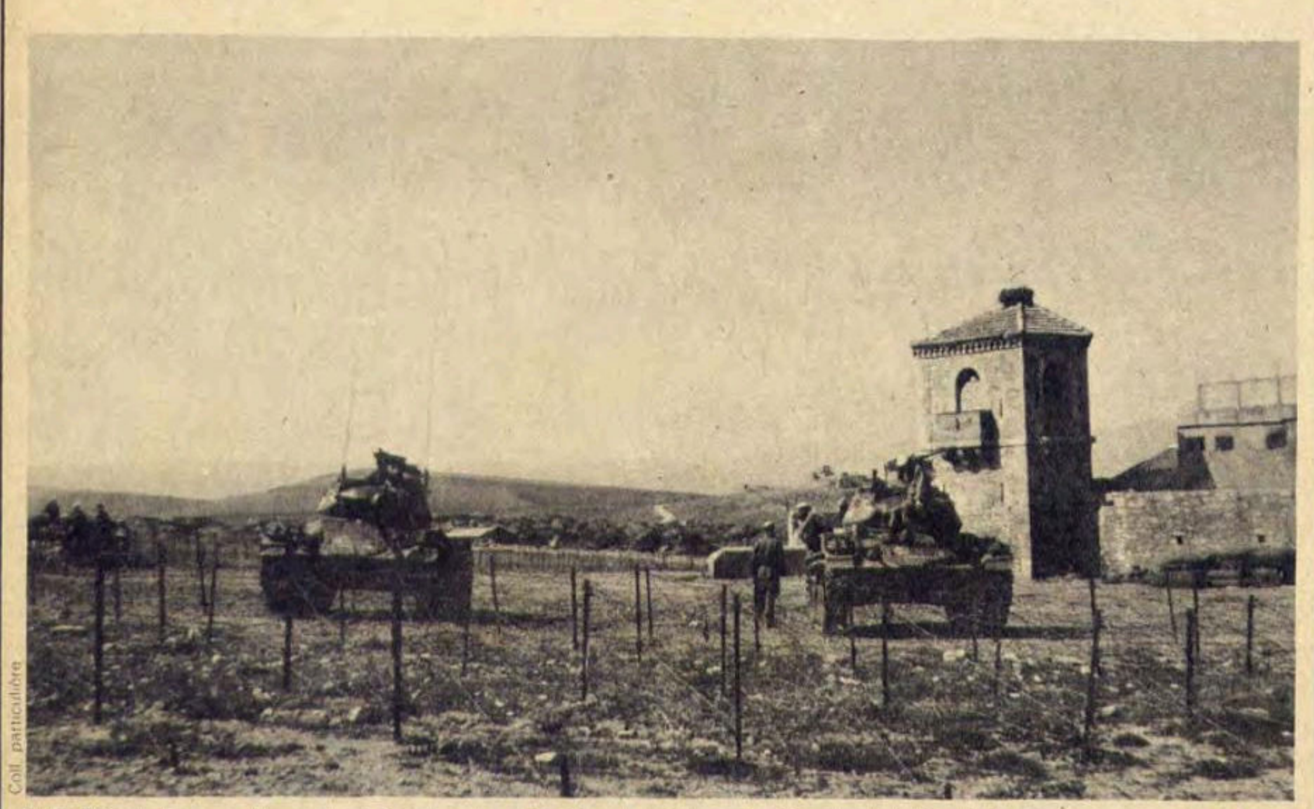
Le général de Gaulle, au lendemain de son allocution télévisée du 4 novembre, prend rapidement les décisions qui lui semblent nécessaires : création d'un ministre d'État chargé des affaires algériennes, relève du délégué général, annonce d'un référendum sur l'autodétermination et préparation d'une nouvelle « tournée » en Algérie au cours du mois de décembre.

HISTORIA magazine
Supplément au numéro 321

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...

TÉMOIGNAGE


Coll. particulière

Fedj M'Raou. Face au barrage tunisien des chars Chaffee en position prêts à intervenir à l'appel des guetteurs de la ligne Morice.

J'arrive de France où je coulais une agréable permission trop vite terminée. Le moral au retour n'est pas au plus haut, car retrouver l'Algérie ensoleillée du mois de février après le froid en ce mois de février en France ne suffit pas à voir la vie en rose. Une jeep est venue me chercher au port d'Alger pour me ramener à la base arrière du 20e G.A.P. Lorsque j'arrive, cela fait trois semaines que les copains sont repartis en O.P. avec la 10e D.P. aux environs de Souk-Ahras. Comme nous ne sommes qu'une cinquantaine avec le 1er R.E.P. à leur servir d'appui, on me tombe dessus dès mon arrivée et le major de la base arrière me dit : « Tu pars dès demain matin avec une liaison du 1er R.E.P. qui monte à Djidjelli. De là, une autre liaison te descendra à Constantine, où l'on viendra te chercher pour rejoindre les autres. Tu emmèneras avec toi l'autre maréchal des logis et les deux harkis ainsi qu'un compresseur, car celui de là-bas est aux trois quarts mort ; tu en profiteras pour emporter le courrier arrivé depuis leur départ, car notre liaison à nous ne montera que dans une quinzaine. » Et voilà ! le retour dans le bain n'a pas traîné. Après une nuit passée dans un lit, c'est le réveil vers 4 heures, et c'est le départ. Après plusieurs haltes, le long du parcours, nous arrivons vers la fin de la soirée à Djidjelli. La nuit se passe bien et le matin, départ avec les hommes et le matériel vers Constantine. Les camions ne sont guère chargés et nous faisons des bonds sur les routes à se décrocher tous les membres. Vers midi nous arrivons à la gare routière de Constantine. Là, toutes les liai-

(Suite page II)

Précisions pour l'Histoire...

(Suite de la page I)

sons transitent et c'est un va-et-vient incessant dans cette gare routière de l'armée. Nous ne voyons personne de la journée et vers le soir, en tant que chef de détachement, je m'enquiers où l'on pourrait dîner et coucher, car les rations données au départ sont consommées. Le chef du poste, à qui j'explique la situation, me dit : « Vous pourrez coucher dans les bâtiments derrière le poste, car c'est ici que les compagnies qui transitent ont ce qu'il faut, les couvertures sont toujours au pied des lits. Pour le casse-croûte, vos deux harkis iront avec les autres gars d'ici. Mais vous, en tant que sous-officiers, vous n'aurez pas le droit, donc vous irez au mess. »

Il nous indique le chemin et nous arrivons vers 19 heures. Le repas est très bon pour 3,50 F que nous devons payer. Pour moi, c'est secondaire car étant supermaintenu (de 24 à 28 mois), je reçois une solde avec l'argent de mes repas. Mais mon compagnon, simple appelé, doit débourser de sa poche, s'il ne veut pas mourir de faim. Il aura toutes les peines à se faire rembourser après notre retour.

Puis les jours passent doucement, nous nous sommes organisés à l'intérieur de notre petit groupe. Lorsque les deux harkis vont se promener en ville, nous restons, au cas où l'on viendrait nous chercher, et vice versa. Cela nous permet de visiter cette ville que jusque-là nous ne connaissions que par certains passages lors de départ en O.P. sur la frontière tunisienne, et l'on peut dire que c'est une des plus belles villes, sinon la plus belle, d'Algérie au point de vue touristique.

Notre impression au bout d'une dizaine de jours, c'est d'avoir été abandonnés là. Les ordres ont dû être mal interprétés, ce n'est pas pour nous déplaire et ce retour de permission de France est agréablement prolongé par un manque de coordination à l'échelon supérieur.

Et puis voilà, ça craque un soir. Nous sommes à dîner au mess et devant un apéritif avec un jeu de 421 et la télé, quand un capitaine se présente à nous et nous dit :

« Voilà plusieurs jours que je vous vois ici. Qui êtes-vous donc et d'où venez-vous? Je suis le responsable du mess », ajoute-t-il comme pour se disculper. Tout cela gentiment, il faut le reconnaître, ce ne doit pas être un foudre de discipline ici. Il fait vraiment sympathique.

Nous lui expliquons notre cas et, lorsque nous avons fini, il réfléchit puis nous dit : « Il faudrait pouvoir entrer en contact avec votre groupe pour savoir ce qu'il y a lieu de faire. Je vais prendre contact par radio avec la 10e D.P. et vous tiendrai au courant. »

Dès le lendemain, il nous retrouve au mess et nous dit : « Voici ce que la 10e D.P. a décidé : le 1er R.E.P. étant parti sur la frontière tunisienne avec les vôtres et aucune liaison n'étant prévue dans les prochains jours, vous allez rejoindre l'état-major de la 10e D.P. basé à Djidjelli par le prochain convoi. Il y en a un demain ou après-demain, je vous ferai signe pour l'heure exacte et vous repartirez là-haut. »

Et nous revoilà dans un camion avec les gars et le compresseur qui nous suit comme un chien. A l'arrivée nous nous présentons au commandant du 20e G.A.P. de la 10e D.P. et nous relatons de vive voix ce qu'il savait plus ou moins par la radio du capitaine de Constantine. On nous installe une tente et nous attendons les événements. Nous déjeunons sous des tentes 56 où se côtoie tout le gratin de l'armée, officiers des 1er, 2e, 3e, 4e et 5e bureaux.

Nous sommes face à la mer sur une colline et nous n'avons rien à faire. Nous regardons décoller les avions d'une piste à nos pieds. Il arrive que des T-6 à bout de souffle ne peuvent s'arracher à la pesanteur terrestre et vont tenir compagnie aux poissons dans la grande mare.



Nous guettons cet instant à chaque décollage qui se produit mais nous en sommes pour nos frais et l'on a mauvaise conscience d'attendre, comme les gens au cirque, de voir le dompteur se faire manger. L'oisiveté est la pire des choses.

Et puis on nous annonce que l'O.P. est terminée et que l'on va rejoindre Constantine pour notre prise en charge. Et c'est un re-départ en camion avec tout le fourbi. Cette route,


Coll. Boiré

Coll. Boiré

Poste de Berhoum (Ould Nedja) et vue générale de la place du Marché. Un Piper atterrit et assure la liaison.

on la connaît comme ses poches. Sitôt arrivés à la gare routière, nous déchargeons notre matériel et au bout de 5 à 10 minutes, c'est un camion de chez nous qui s'arrête et nous embarque. Sitôt notre groupe rejoint, nous distribuons le courrier pas frais du tout car, entre-temps, ils ont eu des nouvelles plus récentes par une autre liaison qui, elle, les a trouvés où ils étaient. Rapport au lieutenant et je réintègre ma place dans le troupeau, je retrouve les copains avec joie et direction Petite Kabylie. Dernière O.P. pour moi car la quille approche pour les cinq ou six gars de la classe 58/2 C. Une mésaventure nous guette, le jour du départ, fixé au 22 avril 1961. Mais cela est une autre histoire.

M. R. J..., 49300 Cholet

Ce que vous avez entrepris, c'est un peu la bible des pieds-noirs de l'Algérie pérégrine. Aussi n'oubliez pas que ce qui distingue l'Algérie des autres territoires francophones (ou semi-francophones), c'est la création de 1 000 villages au XIX[e] siècle ; de ce fait, toutes les photographies, toutes les monographies qui concernent ces villages – certains sont devenus des villes – sont très bienvenues.

Ne pourriez-vous pas publier, par exemple, un article sur les ▶

La vérité des deux côtés...

42 villages dits de 1848, ou la trentaine de centres de la vallée du Chélif, publier une carte avec la date de fondation des centres algérois, oranais, constantinois?

Pour ce qui concerne l'Algérois, je serais heureux de pouvoir vous aider en quelques pages. Continuez...

M. M. M..., 83100 St-Jean-du-Var

★

J'avais remarqué, moi aussi, dans le numéro 283, certaines similitudes dans les photographies du poste dénommé Bourhane par l'auteur avec le poste de Berhoum, et non pas Berhoun comme écrit M. L. R..., de Lyon, dans le « Courrier des lecteurs » du n° 301, mais il s'agit peut-être là d'une faute d'impression et nous ne chicanerons pas pour une lettre.

... Je puis encore ajouter que c'était l'école du village, ce bâtiment blanc qui servait de cantonnement, que ce local était loin d'être vaste et qu'il avait fallu empiler les lits par quatre en hauteur, avec des allées qui ne dépassaient pas 50 centimètres de large. Nous pouvons imaginer, en cas d'alerte nocturne, l'exploit que devaient réaliser tous ces hommes pour s'extraire de leur cage et gagner leur emplacement dans le plus bref délai.

M. A. B..., 21380 Messigny

★

Admirateur de Camus et pied-noir comme lui, j'ai compris tout jeune que l'ère coloniale devait prendre fin si l'on voulait que s'instaurât une véritable amitié entre autochtones et Français. Nous étions peu nombreux à être dans cette disposition d'esprit, mais tous généreux et désintéressés. Et maintenant, quand je songe à cette époque, je comprends mieux combien nous avons été naïfs et trop confiants dans la parole donnée par les dirigeants algériens. Qu'on relise le manifeste du « congrès de la Soummam » et les accords d'Évian. Était-il possible aux Européens nés en Algérie de vivre dans ce pays sans perdre toute dignité et devenir les complices de gouvernants fanatiques et racistes qui n'ont libéré le peuple algérien que pour mieux l'asservir? M'appuyant sur les faits, je dis *non*.

Pour un Mgr Duval, un J. Chevallier, un abbé Scotto, que l'on place bien en évidence dans la vitrine « Algérie » pour obtenir des avantages, que de pieds-noirs libéraux ont été condamnés sur l'autel du fanatisme parce que considérés comme dangereux en raison des amitiés qu'ils conservaient dans les milieux algériens! Un coopérant est sans attaches avec le pays, il enseigne, il construit, puis il s'en va. S'il est libéral, on l'a déjà à l'œil. S'il veut prendre des contacts avec la population, on l'expulse. L'Algérie est devenue une vaste prison où tout le monde s'espionne et où les polices parallèles foisonnent.

B. H..., 33400 Talence

★

... Ayant servi dans le secteur d'El-Milia de l'été de 1959 à l'automne de 1960 comme sous-officier appelé dans un commando de chasse du 23e R.I. stationné à Catinat, j'ai lu avec attention l'article écrit par le colonel Trinquier dans le n° 75 de *la Guerre d'Algérie*, numéro en vente le lundi 19 mars.

Beaucoup d'anciens du 23e R.I. auront certainement ressenti, comme moi-même, une certaine surprise en lisant la conclusion de l'article « La paix est revenue, la voie était ouverte... ».

Le colonel Trinquier, par ailleurs officier de grande valeur, me semble avoir surestimé les résultats de son action dans le Nord constantinois.

En effet, la paix n'est jamais

Le commando V 44 embarque dans les G.M.C. pour participer à une opération près de la frontière algéro-tunisienne...



Coll. particulière



Coll. Pierson

De longues journées de garde et de méditation pour protéger les récoltes.

revenue à El-Milia, si, pendant les grandes opérations « Pierres-Précieuses » de fin 1959, le F.L.N. a fait le hérisson et s'est morcelé en petits groupes très dispersés, c'était la solution la plus intelligente pour éviter l'anéantissement. Cependant le F.L.N. restait omniprésent et continuait à bénéficier de l'appui de la quasi-totalité de la population, hommes, femmes et enfants.

Si, au cours des opérations, les « fells » évitaient le contact, ils savaient cependant très bien nous harceler et nous causer des pertes sensibles au moment des décrochages qui suivaient des ratissages épuisants et fréquemment sans résultats valables.

Lorsque les opérations « Pierres-Précieuses » furent terminées, les effectifs militaires devenant plus faibles, la guérilla reprit de plus belle.

Exemple : 3 soldats européens capturés dans une tour de guet entre El-Milia et Catinat et retrouvés, tués, plusieurs mois plus tard (janvier 1960); un *Piper* abattu et les deux occupants assassinés (février 1960); une embuscade sur une section de harkis en ouverture de route au nord d'El-Milia, 17 tués; armements, postes radio... récupérés par le F.L.N. (août 1960).

Comme vous voyez, nos pertes étaient également très importantes et égalaient parfois celles des « fells ». (A noter que dans les statistiques des fellaghas tués étaient inclus des Algériens pris sans arme et en civil, et qui n'étaient donc que des fellaghas « supposés ».)

Quant aux embuscades de nuit, toutes celles tendues par le commando de chasse de la 5[e] compagnie stationnée à Catinat furent sans résultat positif pendant mon séjour au commando. Le motif était que la population signalait tous nos déplacements au F.L.N.; en particulier, lorsque nous sortions de nuit pour monter une embuscade ou pour marcher une partie de la nuit pour « surprendre » (?) les fellaghas au petit jour à 10 ou 15 km du poste, les Algériens du centre de regroupement prévenaient le F.L.N. de notre départ nocturne par des coups de lampe de poche, et d'autres lampes répondaient un peu partout dans le djebel; l'effet de surprise était donc inexistant et, au contraire, ce sont les « fells » qui nous attendaient, plusieurs « éclaireurs de pointe » ou chiens du peloton cynophile le payèrent de leur vie.

Une chose importante à signaler également dans le secteur d'El-Milia et qui existait sans doute dans d'autres secteurs surtout dans les régions où les combats étaient les plus âpres; je veux parler de la torture sous toutes ses formes pour obtenir des renseignements. Ces actes regrettables étaient fréquents dans le secteur d'El-Milia et expliquent en partie le fait que les populations nous étaient très défavorables. Les fellaghas ne se gênaient pas non plus, d'ailleurs, pour com- ▶

Le jour se lève. Des éléments du commando V 44 rejoignent les postes français après une nuit d'embuscade.



Coll. particulière

Opinions...

mettre des atrocités et c'était le cycle infernal de la vengeance.

Pour terminer, je vous présente toutes mes félicitations pour la présentation, le style, les photos et l'impartialité de votre revue.

M. J.-C. B..., 52100 Saint-Dizier

★

...Je voudrais répondre à la lettre de M. M. L..., 34-Bédarieux, que vous avez publiée et relative aux « fils à papa ».

Je pense que ce monsieur, en parlant d'un capitaine qui passe amiral, veut parler de Philippe de Gaulle. Personnellement, comme presque tous les militaires servant en Algérie, je n'étais pas d'accord sur la politique de son père, mais certaines choses doivent quand même être mises au point sachant que, dans la marine, nous avons des capitaines qui sont officiers supérieurs et non officiers subalternes. Ce monsieur ne connaît pas les grades.

J'ai servi avec Ph. de Gaulle sur le *Duquesne* en Algérie et il avait le grade de capitaine de frégate qui correspond à celui de lieutenant-colonel. Pour arriver officier général, il est passé par tous les stades. A savoir, aussi, qu'à bord des unités, il a toujours servi comme un soldat et non comme le « fils du sauveur ». Ses idées lui étaient propres et nous avions les nôtres...

M. D. P..., 59390 Lannoy-du-Nord



...Je me permets de vous envoyer, ce jour, quelques photos de la vie quotidienne de l'unité territoriale marine A. 140 dont je faisais partie. Elle était commandée par le capitaine de corvette Guérin.

Dans vos précédents numéros, cette unité 140 n'a pas été mentionnée, aussi je me permets de vous envoyer ces trois photos. Vous choisirez laquelle conviendra le mieux pour illustrer cette unité qui avait plusieurs missions à accomplir.

Patrouilles et fouilles dans les quartiers de la Casbah, surveillance en gare d'Alger, fouille des voyageurs à leur descente de train, escorte de transports en commun, mission avec les commandos marine du centre Siroco d'Alger, ainsi qu'avec des gendarmes mobiles. Sans oublier la sécurité du port d'Alger où tous les anciens marins ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Ceci pour les années 1957, 1958, 1959...

M. L. L..., 03100 Montluçon



Coll. particulière

Région de Kellermann. Une famille pied-noir reçoit des officiers du contingent à l'occasion d'une fête de famille.

★

...Je suis moi-même ancien d'Algérie, puisque je suis resté là-bas de 1958 à 1960, à la 405ᵉ compagnie médicale de parachutistes, faisant partie de la 10ᵉ division de parachutistes, P.C. à Hydra.

Je vous dis cela, car on ne parle pas beaucoup du service de santé dans vos articles, et pourtant, il a été à la tâche pendant les années de cette malheureuse guerre, mais je dois quand même vous féliciter d'avoir fait cette revue...

M. M. A.-L...,
94340 Joinville-le-Pont

★

Je viens de lire le nº 72 d'« Historia » sur la guerre d'Algérie et j'ai été davantage intéressé par l'article intitulé « Un petit train tranquille » signé Jean Escande; en effet, j'ai eu l'honneur et le plaisir de servir, de 1938 à 1940, dans une unité saharienne, le 2ᵉ groupe franc, rattaché à la 2ᵉ compagnie saharienne portée commandée par le capitaine Mouzenot. Ce groupe franc avait été constitué par des éléments du 19ᵉ corps d'armée d'Alger et composé de tirailleurs musulmans et de zouaves; en tout, nous formions un groupe de 100 hommes dont 80 soldats de 2ᵉ classe, 10 sous-officiers, 9 brigadiers et brigadiers-chefs sous les ordres du lieutenant Bicaise. En 1938, l'Italie avait l'intention d'investir une partie du territoire des Oasis, côté Tripoli-Libye et pour pallier cette éventuelle « agression », ce groupe franc avait été « monté » avec des volontaires et l'objectif bien défini de nous y opposer par les armes; en définitive, un accord de conciliation fut traité entre les deux pays et signé par le colonel Mocia (Italie) et le colonel Carbillet (France), commandant le territoire des Oasis (P.C. d'Ouargla).

J'ai donc connu cette vie passionnante du Saharien à une époque où c'était vraiment le « système D », c'est-à-dire que chacun devait faire sa « popote », coucher au clair de lune enveloppé dans une couverture et à même le sable; petit à petit, nous nous étions organisés et avions construit, au hasard de

nos déplacements (ils furent fréquents et à travers tout le territoire : Ouargla, Fort-Flatters, Fort-Gardel, Djanet, Amguid, Tamanrasset, Fort-Polignac, etc.) des « zéribas » (sortes de huttes en « drinn » et boue séchée) ; le « frigidaire », c'était notre « gerba » (outre en peau de chèvre cousue en forme de sac) ; parfois, nous campions près d'un puits d'eau potable, mais à Hassi-Tabenkort il n'y avait que de l'eau magnésienne et à Fort-Lallemand, nous fûmes ravitaillés en eau contenue dans des cuves de 200 litres ayant servi au transport d'essence. Pour les victuailles, conserves, pain, « kesra », fabriqué par nous avec de la farine de blé dur et... noir, viande de gazelle, mouflon, chèvre ou mouton selon les régions. Nous ne négligions pas notre objectif militaire avec toutes les tâches multiples qu'il comportait : surveillance de la région, construction de pistes, reconnaissance de terrains, exercices de tir, etc.

Eh bien, monsieur Escande, je dois vous dire que nous avons vécu, malgré la dureté des tâches et les privations de tout ordre (songez que durant trois ans nous n'avons vu pratiquement que les mêmes visages, sans jamais nous quereller, le transistor n'existait pas), des moments passionnants et peut-être les meilleurs de notre carrière militaire. Nous avons connu des coins infestés de vipères cornues et de scorpions et jamais un d'entre nous n'en fut victime (seule, notre chienne mascotte fut piquée par un scorpion noir et s'en tira fort bien).

Je dois ajouter que, mis à part les musulmans, les Européens de souche métropolitaine (de Paris, de l'Est, du Nord) parmi lesquels cinq pieds-noirs, dont moi-même, n'ont pas eu d'insolation ni d'accès de folie comme le laissait entendre « le caissier de cinéma rencontré à Saïda » ! Encore des histoires comme se plaisaient à narrer certains « farfelus » pour épater ou effrayer ceux qui les écoutaient ou à qui ils écrivaient !

C'est ainsi qu'à travers ces récits chimériques le Français moyen imaginait l'Algérie comme une vaste étendue sablonneuse, avec quelques palmiers par-ci par-là, des lions et des chameaux ! J'ai eu l'occasion de lire ces descriptions dans de nombreuses lettres adressées en métropole par de jeunes recrues (au moment où la censure fut exercée). Nous, pieds-noirs, avant même de connaître la France, savions définir le Dauphiné et l'Auvergne, grâce aux manuels de géographie et, plus tard, par notre participation à la guerre de 1939 et... l'exil !

J'ai relevé, également, dans cet article, que le bordj militaire de Fort-Flatters fut le siège de la compagnie saharienne du Tinrhert qui, avec 300 Chaambas, surveillait la frontière tripolitaine entre Ghadamès et Ghat de 1938 à 1941 ! C'est précisément le 2e groupe franc qui eut cette mission et nous étions rattachés à la 2e compagnie saharienne portée stationnée à Fort-Flatters ; le bordj était occupé par les services administratifs et surtout par l'antenne radio, aidés par des Chaambas pour les tâches de plantons et sentinelles.

Je tiens, malgré tout, à vous féliciter pour les belles photos illustrant cet article, ainsi que pour celles de tous les autres récits qui, pour nous, pieds-noirs, rappellent ce que fut notre beau pays et, aux Français de métropole, donnent le vrai visage de l'Algérie...

M. M. V...,
13100 Aix-en-Provence

(à suivre)

Coll. Roiré



Lundi, comme de coutume, marché à Berhoum sous la protection du poste militaire.